
SOMMAIRE

N°49 - 4^{ème} trimestre 2007 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N°64853

▢ Editorial

par Luc de Goustine.....3

DOSSIER « La lutte des classes »

▢ Brève histoire de la lutte des classes

par Bertrand Renouvin.....7

▢ Quand chaque Français ne s'aimait pas...

par Pierre-Paul Zalio.....13

▢ Olivier Todd - Lutte des classes à la française

propos recueillis par Adrien Rivière.....21

▢ Lutte des classes : c'est la crise finale ?

par Philippe Arondel.....29

▢ Le corporatisme, remède à la lutte des classes ?

par Henri Philipp.....37

MAGAZINE

▢ Le bourgeois de Werner Sombart

par Philippe Lauria.....43

▢ Pédale magique

par Criton des Alpes.....55

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction : Luc de Goustine

Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Ont participé à ce numéro : Philippe Arondel, Luc de Goustine, Philippe Lauria, Henri Philipp, Bertrand Renouvin, Adrien Rivière, Pierre-Paul Zalio.

Réalisation technique : Yvan Aumont, Luc de Goustine, Alain-Paul Nicolas.



Editorial

La lutte des classes serait dépassée. Prétendre le contraire serait rendre un culte aux vieilles lunes marxistes et méconnaître la mutation libérale individualiste : clans, sectes, ethnies, genres ou communautés ont entièrement supplanté ce concept, et rendue sa fonction dialectique caduque en même temps que toute praxis révolutionnaire. Bourgeois de tous pays, dormez sur vos deux oreilles !

L'idée incongrue nous est venue de fouiller dans les poubelles de l'histoire... et découvrir que Marx, loin d'être l'inventeur du concept, l'avait puisé chez Guizot. Dès lors, il est permis de s'interroger sur la validité qu'il conserve en toutes circonstances dans la vie des sociétés humaines. Et pourquoi pas de relire la post-modernité comme une ennième extrapolation de la société bourgeoise observée par Marx ?

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois¹.

Retour de la lutte des classes ? Aujourd'hui, de quelles « classes » peut-il s'agir ? A quel type de conflits, déclarés ou larvés, se livrent-elles ? Y aurait-il une ou des révolutions possibles, voire souhaitables, à la clé de leur affrontement ? La « Brève histoire de la lutte des classes » de Bertrand Renouvin prépare des réponses à ces questions.

Après les durs conflits de l'ère industrielle, le compromis social, jusqu'à l'idylle nordique d'une société égalitaire et transparente radicalement pacifiée par une négociation perpétuelle, a atteint chez nous un sommet conceptuel en 1945 dans les droits inscrits au Préambule de la Constitution. Son évolution positive tout au long des Trente Glorieuses auraient pu l'épanouir encore dans la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas sous l'inspiration démocrate chrétienne d'un Jacques Delors complétée de gaullisme social. Émancipation sociale par l'éducation, dans l'entreprise par la participation, dans la cité par la conjugaison des différents niveaux d'élection, du local au national, à l'européen...

¹ n° 1. *Manifeste du Parti communiste*, p. 15.

Mais simultanément, et d'une manière accélérée après l'écroulement du bloc communiste soviétique, on a vu la montée d'une forme d'ultralibéralisme extrême, appuyée sur une idéologie de combat et de conquête, ainsi que le déplacement des centres de décision économique et financière vers des instances supranationales tandis que les pays émergents d'Orient devenaient d'importantes puissances industrielles.

Dans ce contexte, l'équilibre de nos sociétés est à nouveau rompu entre une minorité à qui profite la perpétuelle « pris de bénéfice » qui est de règle dans la compétition ultra-libérale et ceux qui, bien involontairement la financent par leur travail – ou leur privation de travail.

La « mondialisation » a donc eu pour effet de reconstituer sur les ruines de la condition ouvrière un nouveau prolétariat qui englobe non seulement les employés précaires et les salariés de base mais une large proportion de cadres et d'ingénieurs, toutes professions liées aux milieux dirigeants et à leur service. Ce compendium de défavorisés de toutes classes présente quelques-uns des traits qui caractérisaient le prolétaire : sa force de travail est totalement asservie aux intérêts du capital spéculatif ou de ses tenants, il perd de son autonomie dans les choix de la vie quotidienne – logement, éducation, loisirs, information – et vit sous la pression des modèles et des modes de consommation imposés par la classe dirigeante. Il a le sentiment d'avoir perdu des chances de mobilité sociale qui ne se présenteront plus à ses enfants. On est tenté de lire à nouveau dans le *Manifeste* :

L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. ***Le travailleur devient un pauvre...***

Puis, retrouvant le terme récemment utilisé par un ministre de l'Intérieur :

Quant à la racaille (*Lumpenproletariat*), cette pourriture passive des couches inférieures de la vieille société, elle peut se trouver ça et là, entraînée dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie la disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

De l'émergence de ce « nouveau prolétariat », il est encore impossible de conclure à l'irruption d'une « nouvelle lutte des classes » qui, de toutes façons, ne peut prendre les formes de l'ancienne. La société la couve actuellement comme un malaise qui s'exprime au hasard des consultations électorales et prend en France des formes absolument aléatoires : ne sachant « à quel saint se vouer », elle se donnerait et se donne au plus offrant. La radicale nouveauté qui influera sans doute sur son évolution est qu'elle est virtuellement capable d'investir le champ négligé jusqu'ici par la frénésie de profit des puissants, celui d'un véritable « développement durable », de la

solidarité planétaire et d'une modération économique-financière gouvernée par des communautés et des États revenus au sens du « bien commun », voire au « corporatisme » légitime présenté ici par Henri Philipp.

Est-ce l'insurrection des « élites » pressentie par Philippe Arondel ? Ce caractère prérévolutionnaire pourra s'exprimer dans deux dimensions ; celle d'une conscience authentiquement globale et planétaire, et d'autre part celle de la revalorisation des institutions proches en s'appuyant sur les équilibres nationaux et les légitimités historiques jusqu'ici ignorés des altermondialistes. Au moyen des luttes de terrain que préconise en conclusion de ce dossier Pierre-Paul Zilio.

Cette perspective, et l'urgence de lui donner une traduction politique, pourraient conférer au mouvement de ces « nouveaux prolétaires » une puissance idéologique insoupçonnée dont nous ne connaissons que les balbutiements.

Mais il est vrai aussi que cette insurrection de l'intelligence se trouvera en rivalité avec d'autres formes de contestation de la gouvernance ultralibérale : l'intégrisme islamique en expansion perpétuelle, confronté à sa réplique xénophobe ici même, et doublé des insurrections hagarde des jeunes laissés pour compte.

A cet égard, le dialogue que nous avons eu avec Emmanuel Todd laisse entrevoir que de fortes tentations de désintégration sociale - communautarismes, intégrismes, etc. - du fait du pouvoir comme des populations, auront peut-être la chance d'être neutralisées, en France, par l'égalitarisme foncier de la société.

C'est sur ce fond d'incertitudes que se développent ici nos analyses, tant du concept même de « lutte des classes », que de ses mutations dans le corps social de ce pays.

Luc de Goustine

VULGO.NET à l'écoute de «Cité»

Depuis sept ans, la revue Internet VULGO.NET essaie de développer une réflexion critique sur le présent de la société européenne, de sa culture et de ses perspectives. Elle vise un esprit ouvert, résolument indépendant, soustrait aux ravages du conformisme politico-médiatique contemporain. Elle vise un esprit de dialogue authentique entre auteurs de différents pays et plus particulièrement entre les intellectuels des pays ex-communistes et leurs partenaires à l'Ouest.

Commencée comme un site tchèque, elle publie maintenant des articles en français, en italien, en espagnol, en allemand et en anglais. Les rédactions nationales travaillent d'une façon indépendante, avec la liberté de traduire ce qui jugent utiles dans leurs langues respectives. Certaines rédactions collaborent systématiquement avec des journaux et revues papier ou d'autres sites sur Internet, par exemple la rédaction tchèque reprend en traduction tchèque un choix des articles du *Monde diplomatique*.

Sur les pages françaises, le lecteur de *Cité* et de *Royaliste* ne se sentira guère perdu, au contraire, il se rendra vite compte qu'elles représentent pour l'essentiel, sous une forme électronique, un choix des textes imprimés dans ces deux périodiques. Et il pourra s'apercevoir que ces textes sont souvent repris en traduction italienne ou tchèque, par exemple. Le nombre des visites reste satisfaisant (de l'ordre de dizaines des milliers par mois) et les courriers des lecteurs sont pour nous très encourageants. Notre aventure continue et je remercie vivement les amis de *Cité* et de *Royaliste* pour leur collaboration.

Martin Hybler

Brève histoire de la lutte des classes

Bertrand Renouvin

ancien membre du Conseil
économique et social, directeur
politique de *Royaliste*..

Texte établi à partir d'une
communication au colloque
que l'IFCCE a consacré à la
lutte des classes, La Chapelle
Saint-Luc, les 3 et 4 février
2007.

Plutôt qu'une histoire, des repères dans l'histoire de la pensée sociale du XIX^e et du XX^e siècle. Mais des repères assez précis pour détruire une légende véhiculée par la vulgate communiste et qui a survécu à l'effondrement de l'idéologie marxiste sur le continent européen.

La théorie et la pratique de la lutte des classes sont automatiquement associées au marxisme parce que nous gardons en mémoire la phrase fameuse du *Manifeste du Parti communiste* : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes ». Pourtant, les marxistes n'ont jamais caché leur dette à l'égard des penseurs *bourgeois*. Dans sa correspondance, Frédéric Engels indique que « Si Marx a découvert la conception matérialiste de l'histoire, Thierry, Mignet, Guizot, tous les historiens anglais jusqu'en 1850 prouvent que beaucoup d'historiens anglais tendaient vers le même but ».

François Guizot

L'observation est exagérée mais il est vrai que beaucoup d'historiens avaient souligné l'existence de violents conflits entre groupes sociaux et leur rôle dans le déroulement de l'histoire. Parmi eux, François Guizot a joué un rôle important dans la formation de la pensée marxienne. Karl Marx avait lu l'*Histoire de la civilisation en France* et l'*Histoire générale de la civilisation en Europe* vers 1845 (les deux ouvrages étaient dans sa bibliothèque) et inscrit dans son matérialisme dialectique ce que François Guizot avait fortement souligné : « ...la lutte des classes est la lutte qui remplit l'histoire moderne ».

Par la suite, Guizot et les principaux historiens français et anglais du XIX^e siècle ont été classés par les marxistes comme des chantres du libéralisme bourgeois et fustigés comme tel – les penseurs bourgeois étant dénoncés comme théoriciens des « libertés formelles », qui se seraient ingéniés à dissimuler la réalité des rapports de classe – la lutte entre dominants et dominés. Réduite à la moitié d'un slogan – *enrichissez-vous !* – l'œuvre de Guizot fut délibérément

ignorée tant que le marxisme demeura *l'horizon indépassable* de la pensée. C'est dans le cours des années quatre-vingt du siècle dernier que son œuvre fut redécouverte et intelligemment commentée¹.

Quant à l'histoire du concept de lutte des classes, l'analyse de François Guizot mérite d'être longuement citée :

« L'Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société. Ailleurs [...] cette lutte a amené des résultats bien différents : en Asie, par exemple, une classe a complètement triomphé, et le régime des castes a succédé à celui des classes, et la société est tombée dans l'immobilité. Rien de tel, grâce à Dieu, n'est arrivé en Europe. Aucune classe n'a pu vaincre ni assujettir les autres : la lutte des classes, au lieu de devenir un principe d'immobilité, a été une cause de progrès : les rapports des diverses classes entre elles, la nécessité où elles se sont trouvées de se combattre et de se céder tour à tour, la variété de leurs intérêts et de leurs passions, le besoin de se vaincre, sans pouvoir en venir à bout, de là est sorti peut-être le plus énergique, le plus fécond principe du développement de la civilisation européenne. Les classes ont lutté constamment ; elles se sont détestées ; une profonde diversité de situations, d'intérêts, de mœurs, a produit entre elles une profonde hostilité politique ; et pourtant elles se sont progressivement rapprochées, assimilées, étendues ; chaque pays de l'Europe a vu naître et se développer dans son sein un certain esprit général, une certaine communauté d'intérêts, d'idées, de sentiments qui ont triomphé de la diversité et de la guerre »².

C'est que, conclut Guizot, la lutte des classes a été transcendée par le sentiment national : « ainsi, du sein de la variété, de l'inimitié, de la guerre, est sortie dans l'Europe moderne l'unité nationale, devenue aujourd'hui si éclatante, et qui tend à se développer, à s'épurer de jour en jour avec un éclat encore bien supérieur ».

Pour Guizot, la lutte des classes est bien le moteur de l'histoire et cette lutte se mène de part et d'autre dans la violence. Ainsi, en France, la révolution communale qui fut une « insurrection » des bourgeois se constituant en classe sociale dans la guerre qu'ils mènent contre les nobles qui écrasent les villes et leurs habitants : « l'affranchissement des communes au XI^e siècle a été le fruit d'une véritable insurrection, d'une véritable guerre, guerre déclarée par la population des villes à ses seigneurs. Le premier fait qu'on rencontre toujours dans de telles histoires, c'est la levée des bourgeois qui s'arment de tout ce qui se trouve sous leur main ; c'est l'expulsion des gens du seigneur qui venaient exercer quelque extorsion ; c'est une entreprise contre le château ; toujours les caractères de la guerre »³.

1. cf. Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, NRF Gallimard, 1985.

2. François Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe*, présenté par Pierre Rosanvallon, Hachette/Pluriel, 1985. p. 182.

3. François Guizot, op. cit. p. 178-179

Mais cette guerre se conclut par des accords de paix – les chartes communales – ce qui ne signifie pas que la lutte de classes soit terminée. Pour Guizot, « nul doute que le tiers état de 1789 ne fut, politiquement parlant, le descendant et l'héritier des communes du XII^e siècle mais dans une nouvelle période historique où s'invente la nation moderne. L'historien prend cependant soin de souligner que cette lutte qui engendre des transformations décisives a créé puis renforcé le lien entre la bourgeoisie et le roi de France – à tel point que cette bourgeoisie « a commencé à s'introduire dans le gouvernement général » puis a pris au sein de celui-ci une place de plus en plus importante.

A l'inverse d'Augustin Thierry, qui insiste sur les libertés communales, Guizot voit l'insurrection communale comme un moment du processus de formation de l'Etat moderne, tel que l'engendre la monarchie royale. L'idée de l'alliance entre le roi et le peuple est d'ailleurs capitale dans la tradition monarchiste libérale.

Karl Marx

Il y a une trentaine d'années, tous les acteurs de la vie politique et tous les étudiants en sciences humaines connaissaient par cœur les principaux passages du *Manifeste*, qui s'effacent aujourd'hui des mémoires : « Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte ».

Marx et Engels affirmaient ensuite que « La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois ». Cependant, ajoutaient-ils, « le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat ».

Cette dialectique historique était présentée comme le fruit des contradictions dans l'infrastructure matérielle entre les forces productives et les rapports de production : « Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété, qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination ». Cette lutte mondiale avait une issue prometteuse : la

défaite de la bourgeoisie, l'instauration de la dictature du prolétariat et la réalisation de la société communiste.

La promesse n'a pas été tenue, la philosophie marxiste a fait l'objet de critiques décisives – quant à la faiblesse de la conception matérialiste, quant à la simplification de la dialectique hégélienne prétendument « remise sur ses pieds » - mais l'analyse marxiste de la première mondialisation conserve sa force et a retrouvé depuis vingt ans son actualité :

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. [...] Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés. [...] Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. [...] Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays ».

L'analyse marxiste pêche cependant par insuffisance : fascinés par le « rôle éminemment révolutionnaire de la bourgeoisie », Marx et Engels annoncent en 1848 la disparition des firmes nationales dans le marché mondial à la manière de nos ultralibéraux contemporains (« Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour ») sans voir la forte capacité de résistance des économies nationales – surtout lorsqu'elles sont organisées par l'Etat. Or la philosophie de l'histoire sociale résumée dans le *Manifeste* néglige le rôle des Etats nationaux ou impériaux dans le déroulement des processus historiques, nie leur capacité de mobilisation économique – qui assurera paradoxalement le développement de l'Union soviétique pendant plusieurs décennies⁴ – et ne parvient pas à saisir le rôle des classes moyennes et de la paysannerie, trop prestement éliminées du champ de bataille où s'affrontent la bourgeoisie et le prolétariat. C'est au prix de ces simplifications abusives que le mythe communiste a fonctionné et finalement produit des sociétés socialistes de type collectiviste⁵.

4. Cette remarque ne saurait être prise pour une défense du collectivisme intégralement planifié. Pour une critique de ce modèle, cf. mon rapport sur « Les relations économiques entre la France et les pays de l'Europe centrale et orientale » (*La Documentation française*, 1994) et la bibliographie publiée en annexe.

5. Pour une analyse approfondie du marxisme cf. Michel Henry, *Marx*, Tome I : Une philosophie de la réalité ; tome II : Une philosophie de l'économie, NRF Gallimard, 1976. Le point de vue marxiste est remarquablement défendu par Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif, Grands et misères d'une aventure critique*, Fayard, 1996.

François Perroux

Analyste à maints égards prophétique des systèmes capitalistes et soviétiques⁶, François Perroux intervient ici comme critique de Marx et comme théoricien d'une lutte de classe de nouveau inscrite dans l'effectivité des conflits politiques et sociaux.

Pour les marxistes, la lutte des classes n'est pas seulement déterminante dans le processus historique – ce qui supposerait comme chez Guizot un moteur qui ne cesserait de fonctionner – elle est le principe violent d'un antagonisme irréductible qui conduit de manière nécessaire à l'élimination de l'un des deux acteurs de la guerre sociale : le prolétariat détruit la bourgeoisie et la classe ouvrière finit par disparaître dans la société communiste. Telle est la vulgate de l'émancipation, sous laquelle François Perroux discerne une logique nihiliste :

«La société humaine est anéantie et toute socialité humaine est réduite au néant s'il faut, pour les fonder, détruire les spécificités de l'individuation, c'est-à-dire ce qui est original, unique et irréductible en chaque être ; s'il faut détruire la spécificité des situations, c'est-à-dire anéantir les solidarités particulières qui forment le milieu vital de l'individu ; s'il faut enfin détruire la spécificité des fonctions c'est-à-dire des formes particulières dans lesquelles les individus collaborent en un ensemble où les tâches sont divisées et spécialisées. L'anéantissement de ces spécificités ne laisserait subsister qu'un tout homogène et monolithique : une grande chose qui aurait cessé d'être une société d'hommes »⁷.

De fait, les Partis communistes de l'Union soviétique et de la Chine populaire ont immédiatement constitué une classe dominante opérant dans la violence et selon un système hiérarchique extrêmement rigoureux qui a permis la mobilisation de l'ensemble de la société et la construction du collectivisme – sans que l'homogénéité idéologique et sociale soit jamais réalisée.

A l'antagonisme sommaire et radicalement destructeur du marxisme, François Perroux oppose une conception politique du conflit social. Après avoir noté que les rapports entre le Capital et le Travail ne sont jamais statiques, il souligne que l'évolution historique des contradictions entre puissance capitaliste et force de travail ne saurait être analysée sans prendre en compte les médiations concrètes qui sont offertes par plusieurs institutions : la *propriété*, l'*Etat* et le *marché* qui est, lui aussi, une institution sociale régie par des règles de droit. Dans toutes les sociétés modernes, il y a en effet un droit de la propriété et une police des marchés – à commencer par celle du marché aux fruits et légumes du coin de la rue – qui résultent des principes fondamentaux de l'Etat de droit.

n 6. Cf. mon article : « Penser, faire une révolution mondiale, *Cité*, n° 40.

n 7. François Perroux, *Marx, Schumpeter, Keynes*, Œuvres complètes, tome VI, 1, Presses Universitaires de Grenoble, 1993. P. 31.

Dès lors, la transformation radicale des rapports entre maîtres et serviteurs de la machine industrielle « dépend d'une structuration sociale de la totalité, dans laquelle les servants de la machine ont droit à la parole, un droit effectivement garanti, et courageusement et intelligemment exercé, qui est le début d'une discussion et la promesse d'un dialogue. En clair, cela signifie : l'instruction et l'éducation généralisées, l'organisation syndicale libre, le droit de grève, les libertés fondamentales de la pensée et de l'expression, les libertés de réunion, les libertés de la presse, l'accès libre aux *mass media* ; tout l'aménagement des dialogues sociaux dans une démocratie qui ne tricherait pas »⁸. Aussi François Perroux développe-t-il une philosophie du dialogue mené dans le souci de vérité et de justice et qui a pour effet la socialisation croissante des personnes : « Les hommes médiatisent, étendent et consolident leurs dialogues par des ouvrages, des œuvres et des institutions »⁹.

Dans les sociétés modernes, marquées par le développement de l'activité industrielle, les classes dominantes et les classes dominées sont en conflit ouvert, parfois violent. Cependant, ils aboutissent rarement à des tentatives d'élimination physique (la guerre civile espagnole figure parmi ces tentatives sanglantes) mais plutôt à des armistices sociaux qui permettent un réaménagement des pouvoirs et l'instauration de nouvelles modalités dans la répartition des richesses – ce que ne permet pas le fonctionnement du marché concurrentiel.

Nul besoin du marxisme pour constater le conflit des dominants et des dominés et préparer la révolution qui permettra d'établir, sous l'égide d'un Etat de justice, un nouveau compromis social favorable aux dominés.

□ 8. François Perroux, *Marx...*, op. cit. p. 31.

□ 9. François Perroux, *Marx...*, op. cit. p. 40.

Bertrand Renouvin

**Quand chaque Français
ne s'aimait pas...
La conflictualité sociale
dans le piège
de la société marchande.**

Pierre-Paul Zalio

ancien élève de l'ENA, en poste diplomatique au Brésil, au Portugal, en Grèce, conseiller économique et commercial auprès de l'ambassade de France à Vienne en 1992, ambassadeur au Kazakhstan jusqu'en février 1995. Auteur notamment de « *Charles Maurras et le socialisme* » (éd. Royaliste, 1984) et de diverses études dans la *Revue de la Défense nationale*.

Communication au colloque de l'IFCCE consacré à la lutte des classes, La Chapelle Saint-Luc, 3 et 4 février 2007.

La prophétie d'une France devenue une société de salariés moyens ne semble plus à l'ordre du jour. Dans la campagne électorale présidentielle, les thèmes de la précarisation du salariat, de l'accroissement des inégalités et du ralentissement de la mobilité sociale ont pris sa place. Le monde politico-médiatique, échaudé par les résultats des 21 avril 2002 et 29 mai 2005 découvre, le temps d'un reportage, ce que nombre de sociologues écrivaient depuis longtemps, à savoir que la disparition du monde ouvrier et la « moyennisation » de la société française étaient probablement des illusions d'optique. Il n'est pas impossible que cette illusion se dissipe d'autant mieux quand une frange de ces élites, volontiers libérale et bien-pensante, désormais en passe de décrocher des niveaux de rémunération que procure aux quelques vrais gagnants du nouveau jeu économique leur connexion à la financiarisation mondiale, ajoute sa voix aux anti-libéraux pour lesquels l'expérience du déclassement s'est muée de longue date en dénonciation de la non-représentation du pays réel. De là à la prédiction d'un retour de la lutte des classes, il n'y a qu'un pas. Il est peut-être trop rapidement franchi.

A l'épreuve de l'histoire politique récente, la prudence exige en effet de se demander pourquoi l'écartement des inégalités et la multiplication des déclassements sociaux n'a pas encore produit, à gauche, la reconfiguration du paysage politique que d'aucuns espéraient. Pour le dire en termes marxistes, ~~on peut se demander pourquoi ne s'opère pas le passage de la classe~~ *en soi* à la classe *pour soi*. A l'inverse, on peut s'interroger sur l'incapacité de la gauche dite « de gouvernement » à assumer pleinement une identité social-démocrate et sur le discrédit dont est frappée en France la notion de libéralisme économique. Répondre à de telles interrogations suppose d'écarter

deux visions antithétiques de la société française : d'une part celle d'une société de classe potentiellement explosive et sublimant d'impossibles affrontements en des éruptions populistes ; d'autre part celle d'une société segmentée en communautés et partageant une idéologie individualiste. S'il faut, selon nous, renoncer à ces deux visions, c'est que la logique des fractures sociales contemporaines n'est pas univoque et que ces dernières traversent souvent et les individus eux-mêmes et leurs groupes d'appartenance. Telle est, du moins, la position qui sera défendue ici. Il convient pour cela de rappeler pourquoi la thèse de la fin de la lutte des classes s'est imposée et dans quelle mesure elle est contestable — et l'on avancera qu'elle est contestable parce qu'elle a pour *fonction* d'« invisibiliser » une conflictualité sociale toujours plus présente et plus nécessaire. L'expérience des émeutes urbaines comme celle des restructurations d'entreprises, enseignent comment une conflictualité sociale, pourtant plus forte que jamais, ne parvient pas à sortir du piège de son intériorisation par les personnes, débouchant alors sur une lutte de soi contre soi.

De la lutte des classes à la segmentation des conflits sociaux

Le texte de Luc de Goustine qui nous appelait à réfléchir au « retour de la lutte de classe » fait référence à Marx et à Guizot. On aimerait ici convoquer Max Weber et Georg Simmel. Ce dernier parce qu'il a proposé une théorie positive du conflit, un conflit non plus destructeur, mais facteur de socialisation et, en tant que forme sociale, tourné vers la paix. En d'autres termes, Simmel nous invite à considérer la conflictualité sociale sans présupposer que l'exacerbation des luttes prélude nécessairement à quelque « grand soir ». En revanche, les vertus socialisatrice du conflit sont liées, chez Simmel, à la reconnaissance mutuelle des parties au conflit. Cette reconnaissance semble justement faire défaut dans l'effort contemporain d'imposer l'idée, qu'en matière politique ou économique, une seule voie est possible — la politique se réduisant à une explication de la fatalité et à une réparation des dégâts. Max Weber, quant à lui, parce que toute son œuvre est une réflexion sur les conditions historiques dans lesquels, au cours d'un constant travail de rationalisation, des conflits sociaux et politiques, en engageant des conflits de représentation du monde (et du salut), peuvent, ou non, rompre un ordre social donné. Sa fameuse théorie du prophétisme est, en ce sens, une théorie des conditions de rupture d'une domination par une couche sociale capable d'imposer une autre justification du monde. Peut-on dire, dans cette perspective, que la France est dans une situation prérévolutionnaire ? Rien n'est moins sûr.

Si la thèse de la fin de la lutte des classes s'est imposée, c'est d'abord parce qu'elle est fondée sur une réalité incontestable : le déclin d'une forme

de conflictualité sociale que l'on pourrait dire classique et qui s'atteste par la diminution, continue depuis vingt ans, du nombre de jours de grève. Ce déclin est celui d'une forme de conflit caractéristique de la société salariale, où le mouvement ouvrier par l'intermédiaire d'appareils intégrateurs (les syndicats) parvient à institutionnaliser un rapport de force face au patronat. Les causes de ce déclin sont multiples, notamment le chômage de masse, la tertiarisation et la féminisation des emplois ou la crise d'un système de relations professionnelles.

La segmentation des conflits qui en résulte n'est pas dissociable des nouvelles formes de segmentation de la société elle-même. Ces dernières sont liées à l'atténuation d'un sentiment univoque d'appartenance aux classes sociales et, plus largement, à la remise en cause de toute une série de processus d'affiliation des individus aux groupes sociaux. Si un Français sur cinq, environ, se définit encore comme appartenant à la classe ouvrière, la perception qu'ont les individus de leur position sociale est désormais moins fonction de leur position objective (niveau de revenu, de patrimoine, type d'emploi) que de leur perception des possibilités de mobilité sociale qui leur sont offertes. Or du point de vue de l'évaluation subjective par les Français de leur chance d'accéder à une situation meilleure, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, une rupture a bel et bien eu lieu qui oppose tous ceux qui peuvent maintenir leurs privilèges (par l'accès à l'emploi stable et au logement) et tous ceux qui constatent qu'ils ont très peu de chances de progresser par rapport à leurs parents¹. Non seulement la fracture de classe se brouille mais elle se double, du fait de la structure démographique, d'une fracture transversale de génération dont les manifestations contre le CPE ont donné une illustration.

Émeutes urbaines : comprendre la violence autodestructrice d'une partie de la société française

La fin de la lutte des classes (au sens énoncé ci-dessus) ne signifie donc pas l'extinction des conflits sociaux, ni leur réduction à des conflits communautaires. Comment ne pas voir que la récurrence des émeutes urbaines est le signe d'une conflictualité sociale inscrite dans des inégalités et des injustices structurelles de la société française : chômage des jeunes non qualifiés, aggravation de la ségrégation urbaine, paupérisation des familles populaires habitant les cités de grands ensembles, discrimination et racisme. Ces inégalités sont à l'origine d'une violence invisible et diffuse, qui n'est que sporadiquement sous le feu des médias. Les esprits ont été frappés par la violence autodestructrice de ces révoltes : en brûlant une voiture ou une école, c'est souvent le bien d'un parent ou d'un voisin que l'on brûle ou le bien commun du quartier. Alors que les médias insistent volontiers sur le

¹ 1. voir Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil, 2006.

rôle de bandes isolées issues de l'immigration, toutes les études sérieuses montrent l'hétérogénéité de cette jeunesse révoltée des grands ensembles HLM². Il suffit d'ailleurs de prendre le temps de visiter ces quartiers pour y voir une jeunesse révoltée, mais non pas exclue de la société française (comme on le répète à l'envie), plutôt même hyper-intégrée à l'univers culturel individualiste de la classe moyenne française (et notamment à ses codes de consommation) mais privée de l'accès au travail rémunérateur et donc sans perspective de s'en sortir³.

Ces révoltes urbaines sont-elles pour autant le prélude d'une nouvelle lutte de classe ? Le monde des médias aimerait plutôt y voir le symptôme de l'émergence de communautés, voire la preuve de l'existence de bandes islamisées aux portes de Paris. Point de vue absurde — sinon criminel quand on songe aux capacités performatives de ces simplifications journalistiques — et qui occulte la diversité interne de la banlieue populaire. La jeunesse des cités, fille du chômage de masse (certains de ces quartiers comptent 40% de chômeurs parmi les 15-25 ans), comprend aussi des jeunes actifs précarisés, principalement ouvriers ou employés, une jeunesse scolarisée dans des filières souvent perçues comme des voies de relégation (BEP, filière STT), et une minorité de professions intermédiaires (enseignants, éducateurs, etc.). Mais, au-delà de leurs différences, les unit une même expérience de l'humiliation sociale, liée à la pauvreté, à l'échec dans l'accès à l'emploi et au racisme ordinaire, expérience qui les coalise en une révolte autodestructrice. Cette forme de violence contre soi témoigne d'une désespérance insondable. Parce que tout dévalorise le monde ouvrier dont ils sont issus (et à commencer par le chômage qui souvent a frappé leur propre père) et dans lequel ils ne veulent plus se reconnaître, cette révolte est aussi une révolte contre eux-mêmes. Dans ce monde populaire miné par la précarité, le poison de la concurrence de tous contre tous s'est également immiscé. Et quand un sentiment de surplace social s'impose, le refus viscéral de sa propre condition peut conduire non pas à une lutte politique organisée, mais à diffuser le poison du repli et du conflit de soi avec soi.

Dans l'entreprise, la lutte entre tous et de soi avec soi

Si on déplace le regard des cités de nos banlieues vers le monde du travail tertiaire, voit-on poindre, avec le décrochage salarial des classes moyennes, le ferment d'une nouvelle ligne de fracture politiquement prometteuse ? Il est trop tôt pour le dire. Comme on le sait, dans le monde du « nouveau capitalisme », la compétition exacerbée des nations et des peuples est le fruit de critères de rentabilité fixés par les investisseurs et de la concurrence des pays à bas coût de main d'œuvre (pays qui sont d'ailleurs autant des nations émergentes, légitimement mobilisées pour leur dévelop-

2. voir Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.

3. François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

pement, que les terrains de jeux de nos grands groupes nationaux qui y font leur profit contre leurs propres ouvriers). Mais cette compétition entre les peuples est aussi une concurrence entre les personnes, sinon à l'intérieur d'elles-mêmes. La recherche de gisements de productivité dans les économies développées s'est, en effet, en partie réalisée par la réorganisation du travail et a conduit à des phénomènes bien connus que sont l'accentuation de la pression au travail et le risque permanent de restructuration qui pèse sur chaque salarié. Un des ressorts de cette réorganisation a été la mise en compétition de tous contre tous par la mise en avant de la responsabilité de chacun, de la valorisation de la réactivité et de la capacité d'adaptation dans un monde productif organisé non plus seulement sur un mode hiérarchique et bureaucratique mais en réseau. Dans le *Nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski et Ève Chiapello notaient que cette révolution néo-managériale, bien en phase avec les attentes individualistes de la société, confronte l'individu à une « tension entre, d'une part, l'exigence de *flexibilité* et, d'autre part, la nécessité d'être quelqu'un, c'est-à-dire de posséder un soi doté à la fois d'une *spécificité* (d'une « personnalité ») et d'une *permanence* dans le temps [ce qui] est, dans un monde connexionniste, une source constante d'inquiétude »⁴. Cette inquiétude est le signe que la morale individualiste du marché s'insinue en chacun de nous, d'autant mieux qu'elle était au fondement de la révolution anti-institutionnelle de 1968. On ne connaît que trop bien les héros faustiens de cette alliance de la critique artiste et du capital.

Désormais, le discours sur l'employabilité dans des politiques sociales dites « d'activation » (*activation policy*) a trouvé son pendant politique dans les discours convergents, à droite comme à gauche, sur « le retour à la valeur travail », véritable slogan d'une philosophie sociale qui tend à faire porter sur l'individu la responsabilité de sa situation sur le marché. Ce que, dans le débat entre économistes élégants, on nomme parfois « la préférence française pour le chômage » (la France aurait refusé le coût politique de la flexibilisation du marché du travail au nom de la défense des acquis sociaux d'un salariat protégé) renvoie en fait à un non-choix politique qui a conduit à opposer les générations en retenant la jeunesse dans une université de masse paupérisée et en développant l'emploi précaire des jeunes salariés. Si ce choix est absurde, puisqu'il est fait contre la jeunesse et contre l'enseignement supérieur, c'est-à-dire contre l'avenir, il permet de comprendre que les conflits et les tensions, là encore, peuvent désormais traverser chaque individu et chaque famille.

n 4. Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 560.

On prendra pour illustrer notre propos deux films particulièrement exemplaires. Dans le premier, *Ressources humaines* (Laurent Cantet, 1999), un fils d'ouvrier, brillant diplômé d'école de commerce, plein de bonne volonté,

s'efforce à l'occasion d'un stage dans l'entreprise où travaille son père, de réconcilier, autour d'une enquête sur les 35 heures, acteurs syndicaux et patron. Avant de s'apercevoir, après s'être confronté violemment à son propre père, que son stage n'est que le prétexte d'un projet de licenciement dont son père sera la victime. Dans un autre film remarquable, *Violence des échanges en milieu tempéré* (2004), Jean-Marc Moutout nous raconte un monde du travail, ce milieu en apparence tempéré, où l'exacerbation de la concurrence se manifeste partout, des niveaux stratégiques de l'encadrement jusqu'aux ouvriers soucieux de garder leur travail. Le jeune Philippe, également diplômé d'une école de commerce, fait ses premières armes dans le cabinet McGregor. Avant de scander avec les autres consultants le slogan du groupe (« Work hard, play hard »), il doit faire montre de son talent en « auditant » une PME de la métallurgie. Il comprend rapidement que cet audit de réorganisation productive est le prélude d'un plan social lié à la reprise de l'entreprise familiale par un grand groupe. Il esquisse une révolte puis y consent ; il doit interviewer chaque salarié et les évaluer, tel cet ouvrier qui sauve sa peau en acceptant un schéma de réorganisation dont il a deviné qu'il mettrait sur le carreau ses camarades d'atelier ; telle cette DRH qui se sait complice (c'est elle qui fournit le fichier du personnel au jeune consultant) et probable victime de la restructuration à venir. Si le cinéma s'empare si bien ici de ces sujets qu'on pourrait dire sociaux, c'est précisément parce que de sociaux, les sujets qu'il aborde sont devenus personnels, traversant les personnes, inscrivant les contradictions du capitalisme dans le cœur même du sujet.

Comment sortir du piège d'un ordre du monde si bien justifié ?

Cette intériorisation des tensions peut se lire comme le fruit d'une violence symbolique, la victoire d'un travail idéologique issu de la révolution thatchérienne, où chacun est responsable de soi-même, se sait évalué et tenu pour responsable en cas de difficulté économique, où la concurrence par le *benchmarking* est devenue la règle, sinon en vigueur du moins souhaitable⁵. On peut aussi y reconnaître le travail culturel pluriséculaire de l'individualisme, de l'auto-contrôle et de la rationalisation des conduites qui justifie un ordre du monde où chacun peut et doit se réaliser. Et c'est pourquoi sans doute cet ordre du monde, aussi injuste soit-il aux yeux de certains, reste souhaitable pour beaucoup qui n'y voient, à tort ou à raison, aucune alternative sérieuse. Le sociologue Émile Durkheim, qui savait que l'horizon individualiste avait cette double propriété d'être souhaitable philosophiquement (comme horizon d'émancipation des sujets) et dangereux moralement (comme source d'égoïsme et d'antagonismes sociaux), a voulu voir, en

5. voir Nicholas Rose, « Governing the enterprising self », dans Heelas P., Morris P. (eds), *The Values of the Enterprise Culture. The Moral Debate*, London, Routledge, 1992

son temps, dans la République, la voie d'une individualisation qui se construirait, en chaque personne, sur l'intériorisation d'idéaux collectifs. La République devait, pour cela, affirmer la prééminence des institutions sur les contrats privés et rendre compatibles les idéaux collectifs et la réalisation de soi. Le mouvement ouvrier et ses cadres de pensée marxistes, a eu beau jeu d'y voir une morale bourgeoise propre à décourager la lutte de classes. Quant aux luttes d'émancipation des années 1960, les forces individualisantes de la rationalisation marchande ont su en faire un instrument redoutable contre la *res publica*. La valorisation de l'individu contre les institutions a produit un ordre du monde où toujours plus nombreux sont ceux qui se retrouvent, au cœur même des luttes sociales, incapables de penser leur rapport au politique en dehors du rapport à soi et piégés par un conflit avec eux-mêmes. Croire que les inégalités contemporaines sont, en elles-mêmes, génératrices d'énergies politiques collectives est donc un leurre.

Doit-on conclure cette réflexion à laquelle nous invitait Luc de Goustine par l'aveu d'une impossibilité des luttes politiques à bouleverser l'ordre des choses ? Non, parce que l'histoire n'est jamais finie. Mais la leçon de Max Weber reste vraie : dans l'histoire humaine, pour bouleverser profondément un ordre du monde, il a *toujours* fallu que des couches sociales, prophéties à l'appui, puissent lui opposer une autre justification du monde. Or, une des propriétés de l'ordre marchand contemporain est, à l'inverse, de conforter, dans la mise en spectacle du politique, une représentation psychologisée du collectif et du politique à partir des problèmes et des malheurs personnels des individus (que l'on songe aux émissions télévisées « participatives » de la campagne électorale), interdisant par là toute thématization collective de la lutte à partir d'une représentation de l'intérêt général. On ne sortira pas de ce piège en attendant un retour de la lutte des classes. Sortir de cette impasse suppose une action politique visant moins l'énonciation collective d'une nouvelle idéologie que la construction de fronts politiques à partir des contradictions concrètes dont les individus font l'expérience. Rendre compatible la prise en compte des situations des individus et la construction d'une réflexivité politique suppose probablement de s'engager dans l'action collective à partir des enjeux, des ressources et des objets concrets de nos sociétés marchandes. Cela pourrait s'appeler, à gauche, faire de la politique autrement.

Pierre-Paul Zalio
21 avril 2007



Olivier Todd

Lutte des classes à la française

Emmanuel Todd

diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques et docteur en histoire de Cambridge, chercheur à l'Institut national d'Etudes démographiques.

Dans son intervention à la Session de politique appliquée de février 2007 dont cet entretien résume la substance, Olivier Todd examine successivement la lutte des classes sous l'aspect socio-économique, éducatifs, culturel et anthropologique pour conclure que l'indubitable « retour des classes » s'accompagne aujourd'hui d'une presque totale absence de « conscience de classe ». Et qu'en France tout au moins, l'egalitarisme foncier peut éviter à l'affrontement de dégénérer en « conflits ethniques avec désignation de boucs émissaires ».

Vous êtes un observateur attentif de la vie sociale et politique, en France et ailleurs. En quoi Marx peut-il vous aider à la comprendre ?

Ce qui m'intéresse, en l'occurrence, c'est de voir dans quelle mesure tel ou tel type d'interprétation colle à un moment historique particulier. Je ne partirais pas du « Manifeste » mais plutôt des textes historiques, que j'adore d'ailleurs : « Les luttes de classes en France » sur la Révolution de 1848 et « Le 18 Brumaire » sur le coup d'État de Napoléon III. Il s'agit d'une tentative, la première peut-être, de rapprochement entre des événements historiques et des types d'acteurs - disons des classes, ou des strates de la société.

Mais le concept de classe est-il encore pertinent aujourd'hui ?

Il est vrai qu'au début des années 90, la société française se voyait ou se rêvait sans classes. Nous étions encore dans « la société des deux tiers » de Giscard d'Estaing, une société sans heurts où aurait prédominé une vaste classe moyenne. Ce qui est très frappant, cependant, c'est le retour dans les années 90 à une description de la société française en termes d'appartenances socio-économiques, ou de classes.

En tant que chercheur, j'ai d'ailleurs été l'un des modestes acteurs de ce retour. Dans ma note sur la « fracture sociale » que Jacques Chirac utilisera pour son élection en 1995, j'avais montré qu'ouvriers et employés représentaient encore 50 % de l'électorat et que ces milieux populaires ne pouvaient plus être caractérisés par une adhésion politique - le parti communiste s'effondrait alors, et la gauche reculait globalement - mais par un comportement électoral. Ce comportement était très volatil. J'avais trouvé, contre l'intuition, que les mouvements de grande amplitude de l'électorat à chaque élection ne se faisaient pas au centre de l'échiquier politique, au centre de la société, mais à l'intérieur de ces milieux populaires.

Ce constat s'est-il confirmé depuis ?

La ré-émergence d'une description socio-économique de la société dans l'interprétation du jeu politique s'est poursuivie à mesure que la révolte et la colère de ces milieux sociaux remontaient dans la société. Lors du référendum sur le Traité de Maastricht, les milieux populaires dont je viens de parler étaient clairement en dissidence et ont voté « non ». Pour le dernier référendum, sur le Traité constitutionnel, les commentateurs ont très vite mis en évidence le basculement vers le « non » d'une partie des classes que les anglo-saxons qualifient de « moyennes inférieures », mais que je préfère nommer « classes moyennes moyennes ». Ces notions de catégories socio-professionnelles, de strates ou de classes sociales, dans un sens large, redeviennent donc très opératoires.

Faut-il comprendre que vous feriez de la société une lecture marxiste ?

J'ai fait l'essentiel de ma carrière dans l'anti-marxisme, avec des modèles plutôt idéalistes, statistiques, ou anthropologiques... mais je dois avouer que l'observation des déterminants économiques retrouve aujourd'hui, dans un pays comme en France, une efficacité saisissante ! Ainsi, lorsque je fais du commentaire ou que j'essaie de « vendre » un projet de protectionnisme européen aux dirigeants politiques français, je m'appuie sur un modèle très simple, qui marche plutôt bien. Ce modèle dit que la société française est aujourd'hui divisée en deux groupes, 80 % « en bas » et 20 % « en haut ». Les 20 % d'en haut sont ceux qui bénéficient des avantages du libre-échange. Les 80 % du bas sont, à des degrés divers et selon des modalités diverses, soumis à la pression du libre-échange, c'est-à-dire à un mécanisme économique qui met en concurrence toutes les populations actives du monde.

Là s'arrête cependant mon adhésion à une représentation « para-marxiste » de la société où, certes, les inégalités économiques montent et sont accentuées par le libre-échange. Car pour moi, les déterminants de cet état de fait ne sont pas fondamentalement économiques.

Si les déterminants ne sont pas d'abord économiques, de quel ordre sont-ils ?

J'observe que le libre-échange n'est pas une chose naturelle : il a fallu le mettre en place ! Qu'on pense aux pressions politiques américaines, à l'accord des classes supérieures européennes, à la frénésie concurrentielle de la bureaucratie bruxelloise. La mise en place du libre-échange a nécessité des appareils d'État, de la contrainte, beaucoup d'efforts et cela a pris près de deux générations ! Constater que le libre-échange fait monter les inégalités, qu'il dresse les groupes sociaux les uns contre les autres et qu'il ne profite qu'à

20 % de privilégiés - et sans doute beaucoup moins demain -, cela n'explique pas pourquoi les sociétés occidentales s'abandonnent au libre-échange.

En réalité, je pense que l'acceptation de la remontée des inégalités économiques est rendue possible par un mécanisme de type culturel. Il y a une base économique, naturellement, mais la stratification socioculturelle me semble au total plus déterminante que les spécialisations économiques.

Pouvez-vous préciser la nature de ce mécanisme culturel ?

J'essaie de me situer dans une perspective marxiste, ce que je ne fais pas d'habitude... La phase démocratique de l'histoire des sociétés est liée à la montée de l'alphabétisation de masse. Le vrai mouvement de l'histoire, pour moi, c'est le mouvement éducatif. Ce développement, perçu comme providentiel par Tocqueville, c'est la marche en avant de l'idéal d'égalité. Il produit une société culturellement unifiée qui peut avoir des idéaux démocratiques.

Nous avons vécu le développement des éducations secondaires et surtout supérieures. Ce mouvement n'a pas été jusqu'à produire une société où 100 % des gens font des études supérieures. Il a maintenant cessé et des reculs sont même observés aux États-Unis depuis les années 60. Il en résulte une nouvelle stratification éducative : 20 % environ des gens sont « calés » au niveau d'instruction primaire, autant au niveau d'éducation supérieur et le reste entre ces deux niveaux. Surtout, nous sentons bien que cet état stratifié est stable, qu'il va durer. Cette situation provoque la montée sourde de certaines valeurs et l'acceptation d'un nouveau type d'inégalités. A mes yeux, c'est cette re-stratification culturelle qui explique que les sociétés développées se soient abandonnées au libre-échange.

Ce serait donc une erreur, un paralogisme, de croire que le déterminant principal, la cause ultime, de ce qui est observé est d'ordre socio-économique, même si le prisme de la lutte des classes permet d'analyser la société française actuelle.

Cela vaut-il pour d'autres pays ?

Ma deuxième réserve sur le concept de lutte de classes porte précisément sur son caractère prétendument universel. Dans la genèse de ce concept, il est frappant de voir à quel point Marx associe la lutte des classes à notre pays. C'est en France qu'on voyait la bourgeoisie décapiter la noblesse, et pas simplement au sens figuré ! C'est en France encore qu'on voyait l'émergence de la petite bourgeoisie, de l'artisanat, sur la scène politique, et des milieux ouvriers aussi. La théorie de la lutte des classes est née à partir de l'exemple français.

Marx l'a ensuite généralisée. Il est passé en Angleterre au cœur du capitalisme mondial. Incidemment, c'est là-bas que la révolution aurait dû avoir lieu... Marx en était conscient et se livra à de belles pirouettes théoriques pour tenter d'expliquer ce paradoxe que les révolutions politiques ont lieu en France et les révolutions économiques en Angleterre.

Cela pose tout de même un problème dont nous ne sommes pas sortis. L'Histoire ultérieure a montré que la lutte des classes est un concept en apparence pertinent dans certains pays qui connaissent de fait des processus révolutionnaires violents, des affrontements très directs. En Russie, en Chine... Mais dans les deux pays majeurs, du point de vue marxiste, que sont l'Allemagne et l'Angleterre, cela n'a pas vraiment fonctionné. Bien sûr, on a pu y observer des comportements politiques explicables par des appartenances de classe. Le Parti Travailleur anglais de la grande époque et la social-démocratie allemande représentaient en effet la classe ouvrière. Pourtant, ce que nous montre l'Histoire, c'est que les affrontements entre inférieurs et supérieurs de la société ne peuvent aboutir ni en Angleterre ni en Allemagne.

A vrai dire, la classe ouvrière anglaise a traversé toute son histoire sans confrontation directe avec la classe dirigeante. En Allemagne, en un certain sens, c'est la même structure. Mais il n'y a pas que la classe ouvrière ! Les bourgeoisies anglaises et allemandes ne se sont pas davantage définies comme acteurs historiques contre leurs aristocraties respectives. Elles sont au contraire entrées dans un processus d'identification-absorption.

Les conditions socioculturelles et économiques ne suffiraient donc pas à « produire » de la lutte de classes... ?

En effet, un vecteur supplémentaire est nécessaire. Mon interprétation est qu'il est d'ordre socio-anthropologique. Dans les pays de tradition révolutionnaire, on trouve toujours au cœur des structures familiales, dans les règles d'héritage, des principes très clairs d'égalité. Par exemple chez les paysans du bassin parisien ou, pour les garçons seulement, en Russie et en Chine. Cela ne se retrouve ni dans les paysanneries ni dans les milieux populaires anglais ou allemands. L'Angleterre se caractérise en théorie par la primo-géniture, mais ça n'est vrai que pour l'aristocratie. On y observe en fait l'usage du testament, c'est-à-dire de la libre distribution du bien familial par les parents. L'idée que les enfants seraient égaux a priori est donc absente. Dans le cas de la paysannerie allemande, le principe du successeur unique prédomine, principalement la primo-géniture (mais aussi sous d'autres formes comme l'ultimo-géniture). Nous sommes au-delà de l'absence de valeur d'égalité : c'est la valeur même d'inégalité qui est affirmée.

J'aurais donc tendance à dire, pour faire court, que la lutte des classes telle que l'entendait Marx ne peut apparaître que dans des pays de culture égalitaire. C'est bien sûr, là encore, une conclusion très anti-marxiste, puisqu'elle limite le champ d'application du concept. Ainsi, non seulement sous les variables éducatives et culturelles vous trouvez des facteurs explicatifs plus profonds, mais de surcroît, plus profondément encore, vous trouvez des valeurs anthropologiques, des structures familiales beaucoup plus anciennes. Je puis vous garantir que ce champ de réflexion est totalement extérieur à la problématique marxiste ! Il suffit de considérer les nombreuses inepties - au plan strictement technique - qu'a pu écrire Engels sur la famille...

Comment ces valeurs anthropologiques influent-elle sur les rapports sociaux ?

C'est finalement très simple. Pour que les gens « d'en bas » osent s'affronter aux gens « d'en haut », il faut avoir une idée a priori de l'égalité, penser l'infériorité comme non légitime. Et cela ne va pas de soi ! Ainsi le principe de déférence sociale qui prédomine en Angleterre, du XVIIIe à nos jours, a-t-il rendu possible la révolution thatcherienne ou le blairisme. En réalité, les anglais ne croient pas à l'égalité. Il ne viendrait pas à l'idée des classes ouvrières anglaises ou des classes moyennes inférieures, de se placer dans un rapport de force avec les classes supérieures. En France, si ! Mais cela suppose une idée a priori de l'égalité.

Je crois beaucoup à cette différence culturelle. D'ailleurs, je ne la vois pas s'effacer actuellement en Europe, au contraire ! Une forme de lutte de classes est en train de renaître dans certains pays, et pas dans d'autres, comme d'habitude. Cela ne va pas rendre la construction européenne aisée...

A vous entendre, nous assisterions donc en France au retour de l'idée de classe...

La réponse est plus complexe qu'il n'y paraît ! Et c'est une autre réserve que je ferais par rapport à la notion de classe. Il faut en effet bien faire la distinction entre des classes qui existent objectivement - définies par un certain état de l'organisation économique, un certain niveau de revenus etc. - et la conscience, subjective, d'y appartenir. Cette distinction a fait l'objet de nombreux débats « théoriques » entre marxistes, dont je ne suis pas vraiment familier.

Néanmoins, il est clair qu'au plan objectif nous nous situons aujourd'hui à un maximum. Au contraire, si nous raisonnons en termes de conscience d'appartenance à un groupe capable d'agir, c'est peu dire que nous sommes au niveau zéro ! En réalité, nous sommes encore dans la phase finale de la

désintégration de tout ce qui existait avant. Et cela quelle que soit l'origine de cette conscience, prolétaire, bourgeoise ou autre. L'observation des phénomènes politiques associés aux groupes sociaux met en évidence du rejet, de la souffrance, mais aussi les indices d'une absence de conscience de classe. Certes, le vote ouvrier, ou disons populaire, est fortement déterminé. Mais c'est d'une manière dévoyée. Car le Front national, dont il est ici question, désigne un adversaire qui n'est pas le capitalisme ou la bourgeoisie, mais l'immigré. La dénonciation d'un bouc émissaire se substitue à l'affrontement de classes ! Ainsi l'existence du Front national montre-t-elle tout à la fois la réalité de la stratification objective de la société et l'absence de classes subjectives.

Comment cela est-il possible ?

Je pense qu'il faut chercher chez des sociologues comme Durkheim le trait fondamental de la structuration - ou plutôt de la déstructuration - politique et mentale de la société actuelle. Cette dernière se caractérise en effet par un état d'atomisation individualiste très accentuée, un état d'« anomie » au sens où l'entend la sociologie américaine. Bien au-delà des déterminations économiques de l'interprétation marxiste, ce sont ces évolutions culturelles profondes, la re-stratification, la montée d'un subconscient inégalitaire, qui rendent possible la ré-émergence d'inégalités sociales objectives, que dis-je, leur explosion ! En réalité, nous sommes dans un moment historique très dangereux. Je parlais tout à l'heure de l'opposition dans notre société entre les 80% « d'en bas » et les 20% qui se trouvent « en haut ». La concentration du capital progresse à si vive allure que nous sommes désormais au bord d'une scission objective entre les 19% d'en haut et le 1% supérieur. Ajoutez à cela ce qu'on observe avec stupéfaction, par exemple dans la dernière élection présidentielle, nos interrogations de plus en plus lourdes sur le comportement du système médiatique ou celui des entreprises de sondages... Il y a de quoi être très inquiet.

Quelles pourraient être les conséquences d'une telle situation ?

Je suis hanté par la formule de Barnave, ce personnage de la Révolution française que Marx appréciait, je crois. Barnave disait en substance qu'« une nouvelle répartition de la richesse appelle une nouvelle distribution du pouvoir ». Évidemment, cela était dit dans une optique de progression de l'égalité entre la noblesse et la bourgeoisie. Notre époque est extrêmement curieuse... On serait tentés de reprendre la même formule, mais dans une perspective désormais inversée : la nouvelle distribution de la richesse est formidablement inégalitaire et le capital pèse d'un poids nouveau. Il s'impatiente des contraintes et des rigueurs du suffrage universel, dans un contexte d'atomisation générale et de mort de toutes les idéologies capables d'intégrer les masses souffrantes...

En définitive, que reprenez-vous de l'idée de lutte des classes appliquée à notre société ?

Dans l'immédiat et en ce qui concerne la France, je soutiendrais volontiers que le concept redevient très utile. Il permet de fixer les idées et un certain nombre de perceptions. Cependant, je l'ai dit, ce constat n'implique aucune adhésion historique ou théorique générale au schéma marxiste. Sur-tout, j'observe que c'est plutôt en haut de la société que des phénomènes de conscience de classe réapparaissent. Pour le reste, et cette situation doit nous inquiéter, la société souffre de sa re-stratification mais ne laisse entrevoir aucune capacité d'auto-organisation ni de redéfinition contre cette sorte d'oligarchie qui émerge à nouveau.

Vous semblez très pessimiste !

Dans une perspective longue, les sociétés seront confrontées aux mêmes vieux choix. Où les conflits vont s'organiser de façon économique rationnelle, entre groupes sociaux opposés, inférieurs et supérieurs, mais parmi lesquels les inférieurs se pensent à juste titre les égaux des seconds. C'est le modèle français. Où bien nous allons assister à la fuite devant le conflit de classes et à un glissement vers un conflit qu'on pourrait qualifier d'« ethnique », avec désignation de boucs émissaires. On sent bien que la société française, anxieuse pour son avenir – en particulier au plan économique individuel - hésite entre le conflit de classes et le racisme. Heureusement, si je puis dire, il y a une préférence française pour le conflit de classes ! Une telle perspective ne me réjouit certes pas mais, à tout prendre, je la trouve préférable à l'autre. C'est ma façon d'être optimiste...

Cela dit, ce qui vaut pour nous ne vaut pas nécessairement pour l'Europe, le monde qui nous entoure. Certaines sociétés n'ont pas en elles la « variable égalitaire » pour gérer les situations que j'évoquais, et c'est véritablement angoissant.

Propos recueillis par Adrien Rivière

Lutte des classes : c'est la crise finale ?

Philippe Arondel

économiste et sociologue,
spécialiste des questions syn-
dicales.

Une rumeur hante par les temps qui courent les dîners en ville et les couloirs ministériels où se concoctent, à l'abri des regards indiscrets, les décisions engageant notre avenir : la lutte des classes, ce syndrome d'un ressentiment social et réactionnaire sans objet, s'acheminerait enfin tout doucement vers son déclin final, sur fond de ralliement laborieux du peuple aux rudes disciplines de l'éthique marchande et de la guerre économique.

La fin d'une époque ?

Après avoir « informé » longtemps, avec plus ou moins de réussite, ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement social, cette dynamique historique ne serait plus que l'ombre d'elle-même, déstabilisée en profondeur par une mondialisation capitaliste venant en saper les fondements sociaux et en ruiner les expressions pratiques emblématiques. Le 10 juillet dernier, notre ministre des finances, Christine Lagarde, jamais avare de propos définitifs et passablement conformistes, pouvait ainsi s'écrier devant un parterre de députés UMP au bord de l'extase : « La lutte des classes n'est plus d'aucune utilité pour comprendre notre société ». Bref, le simple bon sens - qui, comme chacun le sait, est la chose la mieux partagée dans le « cercle de raison » cher à Alain Minc ! - voudrait que l'on fût assez lucide, réaliste, asservi aux dogmes incontournables du moment, pour jeter par-dessus bord un concept qui, ayant fait son temps, serait incapable de décrypter la nouvelle donne sociale en gestation.

On ne sera certes pas de ceux qui, légitimement agacés par les truismes véhiculés par l'air du temps néo-libéral, croient habile, en un geste de provocation lasse et nostalgique, d'essayer de ressusciter le bon vieux fantôme d'une lutte de classe à la stalinienne et de vanter, toute honte bue, les méri-

tes de certain « socialisme dit réel ». Il suffit, hors de tout a priori idéologique, de jeter un coup d'œil rapide sur notre histoire récente pour comprendre et saisir quasi intimement, combien le soi-disant heureux temps de la guerre de classe, de l'affrontement social des années 1960/1970 fut aussi celui de Yalta culturels à répétition, de Canossa idéologiques dramatiques qui ont interdit *de facto* aux vieilles nations européennes d'inventorier librement les chemins d'une authentique réforme sociale à hauteur d'homme, de construire un autre rapport à la rationalité économique déjà dominante.

Des Yalta culturels conservateurs et ruineux...

Force est de constater par exemple - sans verser dans l'anti-marxisme primaire - que tout au long de ces années charnières, historiques à plus d'un titre, le Parti communiste français aura été l'expression la plus achevée de ce conservatisme de gauche quasiment « officiel », réussissant le tour de force de faire peur au bourgeois... tout en jouant le rôle d'ultime rempart du « désordre établi ». Durant le printemps 1968, lors même que l'insurrection sociale - dont un révisionnisme aussi absurde que significatif se plaît aujourd'hui à défigurer le sens profond et les objectifs - menaçait de tout emporter, ne fut-il point le gardien d'une stabilité politique favorable en dernier ressort à la reproduction d'un capitalisme à bout de souffle, qui voyait sa légitimité fondre comme neige au soleil ?

Aussi convient-il, lorsque l'on évoque la question si difficile de la lutte des classes, de ne pas s'en laisser conter par les idées libérales en vogue, encore moins de s'abandonner aux réflexes conditionnés d'un anti-libéralisme sympathique... mais parfois incapable de repérer les véritables enjeux qui structurent la période historique en cours. A rebours de ceux - et ils sont hélas de plus en plus légion ! - qui plaident plus ou moins naïvement pour le retour à une vision classique de l'affrontement de classes, l'on soutiendra, au risque de ne pas être entendu, que l'époque veut que l'on ait la témérité de ne pas psalmodier les anciennes fausses vérités, de s'enliser dans le long fleuve tranquille des figures sociales mortes et des « émotions populaires » archaïques.

Une reconfiguration de l'esprit de classe

Que cela plaise ou pas, l'idée de lutte de classe - ce concept fondateur objet de tant de haine, fantasmes et polémiques parfois sordides, à la limite de la mauvaise foi - ne sera sans doute jamais plus ce qu'elle a été, tant, pour le pire comme le meilleur, la crise récurrente de l'idée progressiste et les évolutions du capitalisme contemporain en ont redessiné, depuis maintenant des années, les frontières et les mythes fondateurs. Sauf à se laisser piéger par certaine fonction magique du langage, il n'est guère possible de

voir dans les nouvelles conflictualités sociales - et Dieu sait qu'elles revêtent parfois une importance stratégique capitale - le symbole avéré du retour à une sorte de lutte de classe intemporelle, de guerre civile froide entre deux groupes sociaux clairement identifiés, cultivant avec délectation et radicalité leurs visions du monde concurrentes.

Les derniers des « Mohicans » marxistes osant encore se réclamer de cette Vulgate étroitement « classiste » en sont d'ailleurs tellement conscients qu'ils n'hésitent plus - ce qu'il leur eût d'ailleurs valu naguère des excommunications sanglantes ! - à mettre, si l'on ose dire, les pieds dans le plat avec une candeur rafraîchissante. Dans un récent article paru dans le journal *l'Humanité*, le sociologue Michel Simon pouvait ainsi écrire, renonçant à toute langue de bois : « On ne peut plus parler de classes et de luttes de classes dans les termes des vulgates (déjà très réductrices) du siècle dernier. Mais rien dans l'étude des réalités actuelles ne justifie qu'on renonce à ces outils d'analyse¹. » Lors d'un séminaire de la Fondation Gabriel Péri sur le salariat du capitalisme informationnel, Jean Lojkine, un philosophe soucieux de moderniser le discours communiste traditionnel sur la notion de classe sociale, allait, quant à lui, encore plus loin en pointant cruellement que le « reflux des partis communistes mais aussi des partis sociaux-démocrates européens repose en grande partie sur une perception complètement mythique de la société salariale actuelle »². Dans la même conférence, il enfonçait le clou, jetant les fondements d'un nouveau discours de la méthode, capable, à ses yeux, de prendre sociologiquement acte des profondes mutations salariales en cours :

« Les partis communistes n'arrivent pas à se détacher de l'ancienne identité ouvrière issue de la révolution industrielle et des formes de lutte qui la caractérisaient : la classe ouvrière est perçue comme le pivot central du salariat (alors que le groupe ouvrier est aujourd'hui profondément imbriqué dans l'archipel des employés), tandis que les partis sociaux-démocrates européens vivent toujours sur une représentation mythique d'une société capitaliste sans lutte des classes, à travers la notion de classe moyenne et l'opposition entre les inclus et les exclus. »

n 1. Michel Simon, « Les ruptures sociales déterminantes », *L'Humanité*, 1^{er} septembre 2007.

n 2. Jean Lojkine, « L'éclatement de la classe moyenne et la crise de la représentation politique », séance inaugurale du séminaire de la *Fondation Gabriel Péri* du 5 octobre 2005.

Un processus complexe de décomposition/recomposition

Cette approche claire, prenant acte sans aigreur particulière des profonds changements qui bousculent les mythologies reçues en matière de lutte de classe, a le mérite de mettre l'accent sur ce qui est au cœur de la dynamique salariale actuelle : une dialectique « révolutionnaire » décomposition/recomposition poussant, quasi mécaniquement, à l'irruption de nouvelles figures laborieuses... empruntent parfois bizarrement certains de leurs traits aux visages les moins avenants de l'exploitation de toujours.

La décadence de la mystique ouvriériste, prolétarienne, qui avait structuré la rhétorique marxiste traditionnelle, ne signifie pas en effet pour autant que les écarts de classes, hier si prégnants, se seraient résorbés quasi magiquement au sein d'une classe moyenne devenue hégémonique, d'une « moyennisation » des conditions sociales exaltée comme une nouvelle fin de l'histoire. Bien au contraire - et c'est sans doute cela qui rend si malaisée toute cartographie un tant soit peu subtile des couches salariales contemporaines - l'effondrement, ou plutôt la fragmentation extrême du groupe ouvrier qui, il y a peu encore, donnait sa tonalité caractéristique à l'imaginaire révolutionnaire, a ouvert grandes les portes à une sociologie de plus en plus diversifiée du champ du travail.

Alors que les Trente Glorieuses, dont il convient de ne pas surestimer la portée et l'impact réel, s'étaient caractérisées tout à la fois par la montée en puissance d'une citoyenneté salariale digne de ce nom et d'une glaciation des antagonismes sociaux traditionnels, la contre-révolution libérale portée sur les fonts baptismaux depuis le début des années 1980³ ne cesse, jour après jour, dans une curieuse atmosphère de délitement accéléré des solidarités et des collectifs de travail d'hier, de redistribuer les cartes au sein d'un champ salarial littéralement labouré, dynamité par la recherche obsessionnelle de la *shareholder value*⁴.

L'archipel des nouveaux « exploités »

Extrême disparité des activités et des statuts, dualité de plus en plus accentuée entre les ouvriers déstabilisés et les ouvriers précarisés, mise en concurrence systématique entre les *insiders* et les *outsiders*, multiplication des emplois d'ouvriers dans le commerce, les services marchands et non marchands, et les transports, paupérisation galopante des franges les plus exploitées du salariat : en ce début de XXI^e siècle, il n'est guère possible de soutenir, sauf à pratiquer l'art suicidaire de l'auto-aveuglement, que la classe ouvrière d'antan continuerait à exister, à produire, comme si de rien n'était, de la culture subversive et messianique... dans un monde « globalisé » où règnent en maîtres les lieux communs de l'individualisme petit-bourgeois et le cynisme de la « guerre de tous contre tous ». Bref, il paraît désormais impossible de souscrire sans états d'âme à une sociologie critique marxienne convenue dont la lointaine et décisive origine se trouve dans les fameuses phrases ouvrant le *Manifeste communiste* de 1848 : « L'histoire de la société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes... Le trait distinctif de notre époque est d'avoir simplifié les antagonismes de classe. La société se divise de plus en plus en deux vastes ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées, la bourgeoisie et le prolétariat. »

3. Ibidem.

4. Littéralement création de valeur actionnariale.

La prégnance d'un « taylorisme assisté par ordinateur »...

Les choses, dans le domaine de l'évolution sociale - et a fortiori salariale - ne brillant jamais par leur simplicité biblique, l'on est bien obligé de reconnaître que cette atomisation, recherchée ou pas, de la classe ouvrière traditionnelle se sera accompagnée, par un paradoxe apparent, de l'émergence explosive, quasi « totalitaire » de pratiques managériales venant réunifier sous leur loi d'airain modernisatrice les différents salariats livrés, par ailleurs, à l'*hybris* de la dislocation et de la mise en concurrence systématique. Une analyse approfondie des formes nouvelles de domination qui régissent aujourd'hui l'insertion des salariats dans l'ordre du marché montre, en effet, que par-delà leur différenciation aiguë, ceux-ci sont décisivement rassemblés autour des impératifs plus que prégnants des fameuses nouvelles technologies (NTIC), que leur mobilisation dans le travail de chaque jour est « médiatisée » par des pratiques techniques et organisationnelles à la ressemblance troublante.

Dans l'entreprise néo-libérale d'aujourd'hui, pour reprendre une expression de l'économiste Thomas Coutrot, la plupart des métiers, ressortissant hier de champs conceptuels et éthiques totalement divergents, se trouvent drastiquement reconfigurés, en grande partie normalisés sous la houlette d'une sorte de néo-taylorisme assisté par ordinateur... et livrés, pour le pire comme pour le meilleur, à la déréliction d'une pure rationalité instrumentale. Pour parler clair, dans l'espace de l'entreprise post-fordienne, un employé stable, un cadre intermédiaire, un intérimaire, un précaire ou un stagiaire, par-delà les statuts inégalitaires qui les divisent cruellement, participent tous à une « œuvre » commune dont les figures et situations imposées découlent directement d'une philosophie managériale unique, dédiée au culte du « comment » et du pur profit.

« Foule sentimentale, on a soif d'idéal »⁵ ...

Étrangement, cette proximité dans l'exploitation, voire dans l'aliénation la plus profonde, n'a guère poussé, pour l'instant du moins, à l'émergence d'une nouvelle classe salariale « pour soi » prenant en charge, au plan symbolique comme au plan pratique, le combat contre l'ordre néo-libéral actuel. Au risque de choquer et de désespérer nos nouveaux Billancourt mythiques, l'on dira que, bien plutôt que les prémices d'une rupture radicale avec le système marchand établi, les dernières grandes protestations populaires sont apparues - on pense ici à la lutte contre le CPE - comme le symptôme d'une indignation collective positive, émouvante, mais incapable d'esquisser, au plan politique notamment, les voies menant à l'issue salvatrice.

n 5. Paroles d'une chanson d'Alain Souchon.

Pour cette raison simple, dérangeante à souhait, que nul ne songe à prendre le risque de décrypter jusqu'au bout de peur d'être déstabilisé : les longs cortèges inquiets qui arpentèrent des semaines durant, en 2005, les grandes villes de France étaient tout sauf les représentants attirés d'une lutte de classe intemporelle consciente de ses fins, arc-boutée sur un désir de table rase des structures sociales a-démocratiques suscitées par plus de vingt ans de déconstruction néo-libérale. Ce qu'elles souhaitaient au fond, de la façon la plus instinctive et légitime qui soit, sans oser le dire, c'était le retour au bon vieil État-Providence protecteur de jadis, à son solidarisme républicain, synthèse de la liberté et de la justice, refusant de voir que les conditions historiques qui en avaient permis la naissance parfois houleuse s'étaient évanouies au dur soleil de la domination marchande.

Des contestations idéologiquement minées de l'intérieur ?

D'une certaine manière, même si cela peut paraître passablement cruel, on peut avancer que, durant les quelques moments historiques de leur insurrection hésitante et pacifique, elles se montrèrent incapables - ou soucieuses d'éviter - de pointer décisivement les véritables responsables de leur malheur, de désigner clairement leur ennemi idéologique principal. Inconsciemment, par leur philosophie spontanée de l'autolimitation dans les luttes, du refus de dynamiter les présupposés de la vision du monde post-moderne, elles donnèrent dans un pathos de l'impuissance dont les lignes suivantes - contestables sur plusieurs points - décrivent néanmoins, admirablement, la petite musique désespérante :

« Jamais on n'a pu s'opposer à la domination sans être en quelque sorte contraint d'aller rapidement au centre de ses raisons. Mais aujourd'hui toute tentative d'opposition se trouve à ce point empêtrée dans l'ensemble des connivences entretenues avec le monde moderne qu'elle ne peut atteindre cette situation de rupture et de conflit ouvert qui à la fois permet et rend nécessaire une telle clarification. Une réflexion critique individuelle aussi bien qu'un mouvement social d'opposition rencontrent vite cette limite. Vouloir la dépasser, c'est déjà sortir de l'enceinte de ce monde administré, c'est s'avancer dehors où il n'y a rien, ni garantie d'aucune sorte ; où chacun doit assumer en personne les conséquences de cette insoumission. »⁶

Tirer l'esprit du cachot où il est enfermé...

Est-ce à dire que, confrontés à cette aboulie sociale majeure, à cette difficulté extrême d'enraciner une authentique grammaire de la dissidence, il nous faille faire le deuil des grandes ruptures ontologiques qui sauvent ?

⁶ 6. *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Editions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 1996.

Est-ce à dire que plus jamais notre histoire ne sera fécondée par ces grands sursauts métaphysiques dont a si bien parlé Maurice Clavel au sujet de Mai 1968 ? Devrons-nous, à l'avenir, faire comme si la fin de l'histoire libérale, ce pseudo-hégélianisme pour prophètes de supermarchés, était notre seule frontière plausible, par-delà les soubresauts d'une conjoncture sociale et sociétale capricieuse, lestée d'aucune transcendance particulière ?

En aucune façon. Si notre présent, à l'évidence, n'a rien pour susciter les soulèvements de la vie, les enthousiasmes créateurs, il est suffisamment traversé, à chaque instant, d'éclairs de révolte indomptable et maladroite, de petites échappées vers des ailleurs irrécupérables par essence, pour nous laisser espérer, par-delà tout pessimisme, des lendemains non point chantants mais modestement, démocratiquement en phase avec les besoins élémentaires des hommes de ce temps.

En ce sens, l'étincelle « mettant le feu à toute la plaine » viendra peut-être de ces milieux professionnels « protégés » qui, en charge depuis l'aurore de la République, de la reproduction idéologique de la démocratie, se sentent désormais frappés de plein fouet par une mondialisation libérale qui les dépossède peu à peu de leur autonomie intellectuelle et sape les fondements de leur stabilité salariale. Lorsque - et cet exemple est particulièrement révélateur des contradictions qui traversent un capitalisme en mutation perpétuelle - les enseignants, ces « intellectuels organiques » de la République, se mobilisent parce qu'ils découvrent avec effarement que la société formée par le néo-libéralisme dominant n'a plus besoin - ou du moins feint de le croire - pour exister des valeurs pré-capitalistes dont ils étaient jusque-là les garants incontournables, ils visent au cœur un système matérialiste, dont toute l'énergie mortifère est tournée vers l'éradication des formes humanistes de l'entendement et de la civilisation, de l'idée même d'âme.

La même analyse pourrait être menée concernant les luttes de tous ceux - intermittents, chercheurs, certains secteurs de la médecine - que l'on peut rassembler sous le terme générique de bourgeoisie intellectuelle moyenne et qui ont l'impression d'être laminés par une lame de fond ultra-capitaliste visant à les massifier, à les mettre au pas au nom de l'impérialisme sans rivage de la rentabilité à tout prix.

Tout le problème est de savoir - et, en la matière, rien n'est écrit - si ces premiers balbutiements libérateurs seront suivis de beaucoup d'autres et, surtout, s'ils trouveront leur épanouissement stratégique dans une politisation de bon aloi, dans la recherche sans *a priori* d'une forme citoyenne qui leur assure un débouché concret et victorieux. Si, hélas, d'aventure, la vieille taupe révolutionnaire qui fit les beaux jours du XIX^e siècle devait s'avérer impuissante à relever les défis d'une histoire encore - pour combien de

LA LUTTE DES CLASSES

temps ? – ouverte, il y a alors fort à parier que la République n'en aurait plus pour longtemps et que le syndrome corporatiste et populiste gangrènerait décisivement nos institutions.

Philippe Arondel.

Le corporatisme, remède à la lutte des classes ?

Henri Philipp

fonctionnaire

Faut-il en finir avec la lutte des classes ? Le démocrate ou l'homme soucieux de justice sociale hésite sur la question : il se souvient que les luttes ont permis de réparer de douloureuses et terribles injustices (conditions et temps de travail, congés...) ; le même homme sait que le désir du politique est d'élever le niveau de cohésion sociale et qu'il faut à ce titre limiter ce qui pérennise les envies, aigreurs, ressentiments et haine de classes susceptibles à terme de mettre en péril la paix sociale.

L'association des détenteurs des moyens de production et des diverses classes de travailleurs au sein d'organismes intermédiaires - nées naturellement au Moyen Age dans le cadre des métiers – était vue jadis par les économistes et philosophes sociaux comme un remède naturel au dilemme politique qui a emporté et ballotté les individus et les organisations sociales de Charybde (précarités et injustices libérales) en Scylla (pénuries et nomenclaturas socialistes) au cours des deux derniers siècles.

Mais les corps intermédiaires sont-ils réellement une panacée pour résorber les instabilités d'une lutte des classes plus ou moins franche ? Le XX^e siècle semble nous apprendre le contraire, semble seulement...

Un article stimulant¹ de Robert Locke va nous permettre d'envisager la question sous l'angle de ce que nous pourrions appeler le « corporatisme de fait ».

Le corporatisme de fait

L'auteur nous apprend que le corporatisme commence à s'imposer aux Etats-Unis au début des années 1900 ! Sur les raisons de son apparition ou plutôt de son développement, il nous rappelle que la perte de confiance dans l'économie libérale se fit jour lorsque fut créé le *Federal Reserve system*

rn 1. Robert Locke, "What is American Corporatism?", *FrontPageMagazine.com*, 13 septembre 2002

en 1913, puis au moment du New Deal, lorsque l'on réalisa que la théorie économique classique s'écroulait en même temps que l'économie américaine après le krach boursier du jeudi noir de 1929 : ainsi les marchés n'étaient pas vraiment autorégulateurs...

C'est alors que seraient apparus tous les avantages de l'alliance entre égoïsmes privés et intérêts publics, ce que résume la définition lapidaire du corporatisme par Robert Locke :

"What is corporatism ? In a (somewhat inaccurate) phrase, socialism for the bourgeois."

Le corporatisme, ou plutôt, précisons, la théorie des corps intermédiaires tel que la concevaient les chrétiens sociaux (Le Play, La Tour du Pin, Montalembert,...) est tout sauf cela, mais avant d'en dire un mot il nous faut au préalable faire crédit à l'auteur de son analyse.

A la place de l'Etat-gendarme, nous dit R. Locke, l'Etat corporatiste intervient systématiquement comme « *béquilles du capital* »² et pour accorder des biens et services aux électeurs. Le grand avantage de la corporation, dit-il, est de socialiser les coûts tout en maintenant les profits. On conserve la propriété privée comme dans le capitalisme et l'on assure les services et bien sociaux comme dans le socialisme.

Tout cela peut s'accomplir par la technocratie (*managerialism*) qui est le trait d'union - ajoutons qu'en France cela s'effectue par les grands corps de l'Etat - entre administration et grosses entreprises. Un grand nombre de mesures sont plus facilement réalisables par la voie bureaucratique commune aux grosses structures privées liées à l'administration. Par exemple l'« *affirmative action* » (défense des minorités, des handicapés etc.) plus facile à imposer à la firme AT&T qu'à « 50 000 » petits commerces (*corner stores*) dispersés.

Cette combinaison empirique issue du génie libéral paraît trouver sa merveilleuse illustration dans le fait que la gauche et la droite apprécient l'état corporatif, pour des raisons différentes bien entendu.

La gauche a beau jeu de stigmatiser l'état corporatif en le présentant comme un Etat où l'on « socialise les pertes et privatise les profits », elle n'en aime pas moins le corporatisme pour trois raisons : il satisfait sa soif (*lust*) inavoué du pouvoir, il permet la redistribution du produit national, il rend possible les influences par réseau.

Au-delà de son héritage moral, la droite aime le corporatisme pour trois autres raisons : il maintient les profits en reportant sur l'Etat certaines char-

rn 2. Titre d'un livre d'Anicet Lepors, ancien ministre communiste dans le gouvernement de F. Mitterrand et P. Mauroy.

LE CORPORATISME REMÈDE À LA LUTTE DES CLASSES ?

ges sociales, il est susceptible par le lobbying d'orienter la politique économique faveur de certaines entreprises, ils pensent que l'Etat corporatif garantie une paix sociale qui évite le coût des conflits sociaux.

R. Locke cite alors douze exemples illustrant, d'après lui, les collusions d'intérêts économico-bureaucratiques – ce qui nous rappelle au passage que la situation française n'est pas en l'occurrence une exception - parmi lesquels :

- le soutien aux prix agricoles à destination des grosses exploitations, généralement celles qui sont le plus armées pour négocier ;
- lois (américaines) tendant à sauvegarder les emplois et à empêcher la faillite de certaines entreprises ;
- tarifs, quotas et autres protections sanitaires et techniques ;
- maintien d'un flux de demande aux industries, au secteur de la construction notamment, pour préserver des emplois ;
- appel à intervenir si les cours de bourse chutent, ce qui serait une manière d'être capitaliste tout en pratiquant le corporatisme ;
- soutien des banques y compris dans leurs attitudes cavalières à l'égard des pays du Tiers-Monde : l'Etat épongera les non remboursements... ;
- armées de juristes, médecins, lobbyistes, consultants pour l'environnement, etc. qui, lorsqu'ils ne sont pas simplement créés par l'autorité publique, font affaire en aidant les gens à obtenir des subsides publiques.

L'ensemble de ces échanges de bons procédés se déroulant sur base de favoritisme politique à destination de l'électorat ou de l'élite technocratique, ces « avantages » - l'auteur parle de *pot-de-vin* (*bribes*) - étant une manière de maintenir la soumission de ceux qui sont prêts à jouer la carte du système. Aussi, les conservateurs qui raisonnent encore avec les vieux schémas de l'Etat libéral pur, fait de propriétaires épargnants et défenseurs des valeurs morales, en feraient l'amère expérience. Ce serait par exemple l'erreur de N. Gingrich d'avoir cru que l'échec de Clinton sur la politique de santé signifiait un rejet du socialisme car, selon Locke, « psychologiquement » et « instinctivement » les gens se tournent vers l'Etat protecteur.

C'est donc un système étendu de « cavalier libre » (utilisation irrégulière des services publics) qui nous est décrit et qui aboutit à la formule : L'État est à vendre au plus offrant (*government for sale to the highest bidder*) et qui fait dire à l'auteur : comment en serait-il autrement dans une société où les gens, les groupes sociaux et les institutions sont politiquement à vendre ?

Quiproquo « *for the bourgeois* »

Que la *Federal Reserve* américaine soit une corporation depuis l'origine, comme le pense R. Locke ; qu'il existe un corporatisme dans les sociétés démo-libérales fait de collusions entre corporations modernes (syndicats, corps d'Etat, partis politiques, lobbies et réseaux) ; que le corporatisme arrange beaucoup de monde, droite et gauche, et que l'on puisse expliquer la plupart des quiproquos de l'offre ou de la demande électorale par ce biais, il semble difficile de le nier. De même, qui donnera tort à Locke quand il demande : comment ceux qui veulent nous débarrasser sérieusement du corporatisme vont-ils persuader les gens de se défaire de toutes ces garanties ? En effet, ce n'est plus seulement de « *big brother* » qu'il faut se débarrasser, mais aussi de « *big mother* » dont il faut se sevrer.

Mais, quand Locke nous dit que la chute des cours est encore un appel inconscient des gens au corporatisme ou que le lobbying syndical et professionnel est du pur corporatisme, on se dit que Locke porte bien son nom, non seulement parce que cette critique du corporatisme est la petite musique du libéralisme pur jus, mais aussi parce que Locke ne paraît pas connaître les « classiques » du corporatisme social en la matière.

Il ignore, par exemple, que les tenants du corporatisme dénoncent les collusions d'intérêt entre l'Etat et les corporations et plus généralement la politisation du syndicalisme comme gage d'obtention d'acquis sociaux ; il oublie aussi que ce sont les excès du libéralisme qui, pour les théoriciens des corps intermédiaires, ont jeté les syndicats et les associations dans l'instrumentalisation des relais politiques de la décision (partis, élus, fonctionnaires via les législations et les conventions), afin de compenser la perte de confiance ou de transparence occasionnées par la concurrence sans limite. Pour les chrétiens sociaux, notamment, le libéralisme engendre l'étatisme comme son alter ego.

C'est pourquoi la critique de Robert Locke n'est valide qu'à l'adresse du « corporatisme de fait », qui n'est que la caricature et l'envers de la théorie des corps sociaux que la doctrine de l'Eglise n'a jamais cessé de défendre et d'appeler de ses vœux³. D'après cette conception, les associations professionnelles, qui naissent et s'organisent spontanément, n'agissent légitimement que si elles respectent le bien commun le quel, dans l'idéal, harmonise les droits des travailleurs – conditions de travail, sécurité sociale, épargne, participation – et ceux de la propriété.

Le corporatisme est tout ce que l'on voudra, mais il n'est ni socialiste, ni bourgeois ou libéral. Sa philosophie sous-jacente vise justement à éviter la lutte des classes permanente par une gestion participative et décentralisée

³ Elle est notamment exposée dans l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, puis reprise dans *Quadragesimo Anno* de Pie XI, encyclique qui a contribué à développer le droit du travail, enfin confirmée par *Mater et Magistra* de Jean XXIII.

LE CORPORATISME REMÈDE À LA LUTTE DES CLASSES ?

de l'économie (démocratie économique proprement dite), mais aussi à limiter le ressort psychologique des conflits qui réside dans le désir mimétique⁴ d'uniformisation/différenciation qui préside aux rapports sociaux lorsqu'ils s'éloignent de leur fondement moral légitime. C'est cette philosophie sociale des organismes intermédiaires que la myopie libérale ne parvient ni à voir, ni à saisir dans sa profondeur.

Au demeurant, il reste un dernier point sur lequel nous pouvons nous accorder avec l'auteur : non seulement le « corporatisme de fait » est la cause de la plupart de nos difficultés socio-économiques, mais il est certain que l'institution ou l'existence de corps intermédiaires n'est pas en soi une garantie absolue pour se prémunir des conflits sociaux, qu'ils se présentent sous une forme brutale ou via les diverses préemptions occultes de la rente économique que s'autorisent divers groupes d'initiés. Un corps sain a aussi besoin d'un esprit sain, autre manière d'appeler à une réforme intellectuelle et morale.

n 4. Avant René Girard, Raymond Aron parlait de revendications « réelles » qui cessent une fois satisfaites et de revendications « idéelles » que leur satisfaction rend encore plus vivaces.

Henri Philipp



Le bourgeois de Werner Sombart

Philippe Lauria

philosophe et économiste.

Der Bourgeois de W. Sombart (1863-1941) publié en 1913 est paru en français dans la traduction de S. Jankélévitch aux éditions Payot en 1926. L'auteur expose dans sa préface le but qu'il s'est donné : «... *exposer l'esprit de notre temps, ..., en décrivant la genèse du représentant le plus typique de cet esprit.* » Mais ce n'est pas à une étude purement sociologique que Sombart se livre car « le bourgeois » l'intéresse « non en tant que type social, mais en tant que variété humaine, douée d'un certain ensemble de facultés morales et intellectuelles. »¹ Il s'agit d'examiner la formation de l'esprit capitaliste – et non pas du capitalisme, réalisé dans son livre *Capitalisme moderne* (1902) – dans ses principales composantes psychiques (« une analyse spectrale de l'homme économique moderne, resitué dans son devenir historique, social et psychologique. »²).

L'historien de l'économie présente sa recherche en deux livres : dans le premier il étudie le « comment » du passage de l'esprit précapitaliste à l'esprit capitaliste (I) ; dans un second livre, il traite du « pourquoi » en retraçant les causes biologiques, morales et sociales, comme sources ou causes de l'esprit capitaliste de « l'homme économique moderne » (II).

En période de turbulences du capitalisme et de réactivation de certaines luttes ouvrières, il ne paraît pas vain de redécouvrir les thèses de Sombart sur la formation de « l'homme économique moderne » ; nous suivrons la structure de son livre et nous contenterons de quelques questions et remarques conclusives.

I. Développement de l'esprit capitaliste

n 1. Editions Payot, p. 7.
Réimpression de l'ouvrage
dans la collection Petite biblio-
thèque Payot, 1966.

W. Sombart veut montrer qu'à chaque époque il existe un esprit particulier, une âme dans des conditions matérielles déterminées et que l'âme du capitaliste est née, a mûrie et s'est transformée pour devenir celle qu'il a sous les yeux dans le capitalisme du début du XX^e siècle.

1° La mentalité précapitaliste

La mentalité précapitaliste est caractérisée par un principe fondamental : le besoin est le point de départ de l'activité économique, mais aussi sa condition suffisante, car cette activité ne va pas au-delà de la satisfaction qu'exige la subsistance et le rang social de celui qui engage un travail ou le fait exécuter. Sombart nomme « économie de la dépense » cette conception qui est, écrit-il, « une des bases de l'édifice philosophique du thomisme ». Au début du Moyen Age les seigneurs tiennent l'argent pour méprisable et les premières familles qui disposent d'un domaine le reçoivent en proportion de leurs besoins. C'est en somme la conception d'Aristote et de Thomas d'Aquin qui, via l'Eglise, s'impose à tous : « Aristote, qui avait saisi mieux que personne la nature de l'économie précapitaliste, considère que l'acquisition du capital dépassant les besoins naturels est incompatible avec l'activité économique. » Ceux qui veulent accumuler par amour du lucre le font précisément en-dehors de la sphère de la production, dans le transport et le commerce, exceptions et preuves qui confirment la règle selon Sombart. L'idée de subsistance imprime son cachet à l'économie précapitaliste, quoi qu'on dise sur les tendances cupides de l'homme en général. Comment l'homme de la tradition fait-il place au « bourgeois » ?

Fils d'un homme politique libéral, industriel et propriétaire foncier, Sombart a étudié le droit et l'économie aux universités de Pise, Berlin et Rome. Docteur de l'Université de Berlin en 1888, sous la direction de Gustav von Schmoller, le plus éminent économiste allemand de l'époque, il est alors considéré comme d'extrême gauche et n'obtient qu'un poste de professeur assistant à Breslau, les Gouvernements successifs s'opposant à sa nomination dans les facultés prestigieuses d'Heidelberg et Fribourg. Sombart n'était pas marxiste mais un « Marxien » et ses analyses firent dire à Engels qu'il était le seul professeur allemand qui comprenait le Capital ! Son œuvre majeure, *Der moderne Kapitalismus* (six volumes) parue en 1902 emploie pour la première fois le mot « capitalisme » que Marx n'aurait, paraît-il, pas utilisé. C'est une histoire de l'économie et du développement économique à travers les âges dans la ligne de l'école Historique. (Ecole des Annales, Braudel). En 1906 paraît *Pourquoi n'y a-t-il pas de Socialisme aux États-Unis ?* ; en 1911, *Les juifs et la vie économique* qui est le pendant de *l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905) de Max Weber. Durant le III^e Reich Sombart se rallie au régime puis prend ses distances. Parmi les éléments majeurs de son œuvre il y a la mise à jour de la comptabilité en partie double comme précondition essentielle du capitalisme. Il est aussi l'auteur du concept de « destruction créatrice » utilisé par J. Schumpeter dans sa théorie de l'innovation et de la dynamique économique.

2° Confluence de l'esprit d'entreprise et de l'esprit bourgeois

Ce qu'est « l'esprit d'entreprise » et ce qu'est « le bourgeois » l'historien ne le dit pas d'emblée, à dessein. Il laisse émerger leur figure à travers l'inventaire des personnages historiques qu'il range en deux catégories : les individus animés par l'appât du gain et par l'esprit d'entreprise ; ceux qui exercent plutôt des vertus de prudence et de raisonnement et calcul.

a) L'esprit d'entreprise

La passion de l'or et l'amour de l'argent sont anciens, ils sont liés au prestige et à la guerre. Mais au XIII^e siècle cette passion pour les trésors - qui aurait caractérisé les peuples germaniques et l'Europe - prendrait un tournant. Les protestations de nombreux écrivains de l'époque contre l'âpreté au gain en constituent le témoignage. Les premières plaintes s'élevaient au IX^e siècle dans les Conciles, mais au XIV^e siècle Mammon est répandu à Florence et l'argent commence à jouer un rôle économique prédominant dans la banque et le commerce. C'est aussi là qu'avant la fable des Abeilles de Mandeville on fait l'éloge de la cupidité pour les services qu'elle rend à la Cité en aidant au développement de la culture et des arts.

Sombart passe alors en revue les différents moyens d'enrichissement qui ont cours avant et pendant la formation du premier capitalisme : le brigandage, que les nobles apprenaient, comme les cordonniers à faire des chaussures ; la quête de l'or en Europe par des expéditions qui au XIII^e ressemblent déjà à celles qui se dirigeront vers la Californie ; la passion de l'alchimie et de la pierre philosophale : pas un couvent qui n'ait son fourneau pour fabriquer de l'or ; par les faiseurs de projets, notamment en France, « donneurs d'avis » et « brasseurs d'affaires », tel ce Tonti qui s'enrichit sur l'idée « géniale » de la tontine (première forme de l'épargne mutualiste) ; par le jeu en général (dés, cartes,...) dans lequel Sombart voit une disposition psychologique qui favorise l'esprit capitaliste mais qui peut aussi bien l'entraver en étouffant l'esprit d'entreprise. Bien que le jeu sous la forme du jeu de bourse a fini par se confondre avec l'esprit d'entreprise, observe Sombart, il ne serait pas un facteur direct, ni même une émanation de l'esprit capitaliste, plutôt un facteur, une « influence purement extérieure » qui révèle les autres facteurs « spirituels » : projets et fondation d'entreprise.

Le fait décisif, c'est l'association de l'appât du gain et de l'entreprise qui peut être considérée « comme la véritable source de l'esprit capitaliste ». Mais qu'est-ce que l'entreprise et qu'est-ce que l'esprit d'entreprise ?

« J'appelle entreprise, au sens large du mot, toute réalisation d'un plan à longue échéance, dont l'exécution exige la collaboration durable de plusieurs personnes animées d'une seule et même volonté » (...) « une « en-

tente momentanée se réalisant entre deux drôles qui se proposent de dépouiller un passant n'est pas une entreprise. » (p. 68). En revanche, un cambriolage programmé, ou mieux une série, est un début d'entreprise.

Quant à « l'esprit d'entreprise » c'est l'ensemble des qualités psychiques qui permettent la réalisation de l'entreprise. Ces qualités de l'entrepreneur, Sombart les reconnaît dans les trois figures historiques du conquérant (prise de risque et persévérance), de l'organisateur (sens de l'ordre de la coordination de groupes d'individus) et du négociant (vivacité d'esprit). Finalement le vieux Faust offre le type de l'entrepreneur classique :

Je sens en moi une lumière éclatante ; j'ai hâte de réaliser ce que j'ai conçu ; seule la parole du maître a du poids. Levez-vous, serviteurs, tous, sans exception ! Donnons une forme heureuse à mes conceptions audacieuses ! Prenez vos outils, vos pelles et vos pioches. Il faut que mon plan se réalise sans retard ! La meilleure récompense attend ceux qui feront preuve de la discipline la plus stricte, du zèle le plus rapide. Pour accomplir une grande œuvre, il faut une tête pour mille bras !

« Rien ne saurait mieux exprimer l'âme même de l'entrepreneur » (p. 74) conclut W. Sombart.

Cet esprit d'entreprise s'est initialement manifesté dans l'expédition militaire qui exige recrutement, calcul et coordination ; dans la grande propriété foncière, ou seigneurie, où s'effectue un travail commun et régulier des serfs ; dans l'État qui doit administrer pour réaliser ses missions et qui suscite des entreprises à cette fin ; dans l'Église où « plus que partout ailleurs » domine cette forte tendance rationaliste qui caractérise toute entreprise (évêchés, couvents).

Ces « entreprises » qui exigent et présentent les traits de l'entreprise moderne qui vise l'accumulation des richesses, trouve une série de types capitalistes avant l'heure dans les figures du flibustier (de plus, la piraterie est utilisée par les Etats), du seigneur féodal (une noblesse qui «s'installe» et fait fructifier son capital : laine, bois etc.), du fonctionnaire d'État (traités commerciaux, douanes, manufactures... - les princes deviennent de vrais entrepreneurs au XVII^e siècle), du spéculateur (faiseurs de projets qui attirent des capitaux et font rêver, Law, Compagnie du Pacifique...), du marchand (qui de pur commercial se fait commanditaire de ses collègues artisans pauvres au point que les corporations interdiront le salariat). Au sujet de ce dernier, Sombart précise que l'invasion du capital commercial dans la sphère de la production a frappé les historiens et leur a fait croire que là résidait le passage à l'entreprise capitaliste, Marx notamment. Sombart veut montrer que cette explication est « inadéquate et insuffisante ». Il évoque pour finir l'artisan qui mène son activité productive de manière plus modeste

et routinière mais qui contribue aussi à la transformation capitaliste des entreprises dans tous les pays.

b) Les vertus bourgeoises

Ce que Sombart entend par Bourgeois n'est pas l'habitant d'une ville ou « le premier marchand venu » mais un type spécial qui s'est formé dans ces groupes, « un homme doué de qualités psychiques particulières et que je suis obligé, faute d'autre expression, de désigner sous le nom de bourgeois, en mettant ce mot entre guillemets » (p. 129). Pour Sombart le bourgeois est un type humain « plutôt que le représentant d'une classe sociale ».

Le bourgeois apparaîtrait à Florence au XIV^e siècle, du moins c'est à ce moment que se manifeste nettement, en sus de l'amour du gain et de l'esprit d'entreprise, un ensemble de principes et de conceptions qui génèrent des attitudes caractéristiques de la prudence bourgeoise. Il trouve dans l'ouvrage (*Del governo della famiglia*) et la vie de L. B. Alberti, marchand florentin du « quattrocento », le type accompli du bourgeois caractérisé par : l'esprit d'ordre et le courage au travail (« Sancta Masserizia ») dans la gestion de ses affaires, la loyauté dans le commerce, l'honnêteté au double sens du respect des contrats et des convenances de la distinction bourgeoise, et l'esprit d'épargne (le *time is money* de B. Franklin s'y trouve) ; enfin l'emploi de plus en plus systématique de la comptabilité et du calcul. Ces qualités qui ont pour bases les valeurs religieuses, Sombart les exhibe ensuite dans leurs divers contextes nationaux, en Europe et aux Etats-Unis.

3° Bourgeois vieux-style et homme économique moderne

Compte tenu de la diversité des activités, des évolutions et des différences nationales, Sombart se demande si l'on peut parler de l'esprit capitaliste et du bourgeois en général. La réponse est affirmative, mais avec des spécificités et spécialement celle qui distingue le « bourgeois vieux-style » de l'« homme économique moderne ». La différence majeure serait celle-ci : le bourgeois de jadis a toujours l'homme concret en vue et respecte en quelque sorte l'antique maxime *omnium rerum mensura homo* (l'homme est la mesure de toutes choses) :

« L'homme complet, avec ses sains instincts naturels, avait subi une forte diminution, avait été obligé de s'adapter à la camisole de force de la distinction bourgeoise, d'apprendre à compter. Ses griffes s'étaient émoussées, (...). Mais aucun de ceux qui étaient au service du capitalisme, le grand propriétaire foncier, le grand négociant, le banquier et le spéculateur, le manufacturier et marchand de laine - aucun d'entre eux, disons-nous, n'avait cessé d'adapter son activité aux exigences de la saine humanité » (p. 184-185)³.

n 2. Cf. J.-M. Tremblay qui offre sur son site (<http://www.ugac.quebec.ca>) une édition électronique du livre *Le Bourgeois*.

n 3. La vente au rabais est tenue pour une pratique honnête en Angleterre au XVIII^e ; en France, où elle se répand, une ordonnance de 1761 l'interdit rigoureusement ; les inventeurs de machines sont « des ennemis du travail » (Colbert) et le métier à tisser est interdit en France jusqu'à 1684 par crainte de priver de travail un grand nombre de pauvres gens.

L'homme serait le principe régulateur de l'époque précapitaliste mais aussi du premier capitalisme.

Avec l'homme économique moderne les traits psychiques de la figure de l'entrepreneur (flibustier, calculateur, seigneur, spéculateur, bureaucrate..) sont orientés autrement : l'homme a cessé d'être la mesure de toute chose et la recherche du gain et de l'enrichissement est devenue abstraite et considérée en elle-même. Le capitaliste moderne n'est plus limité dans l'accumulation et cela constitue pour lui une série de contraintes psychique, économique et technique qui l'obligent à persister dans l'affaire sous peine de rétrograder (Sombart cite Carnegie).

Toutefois, après avoir rappelé la contrainte et l'impératif de survie économique, Sombart note que derrière les justifications du progrès et de la prospérité, les capitalistes modernes sont plus qu'avant animés par l'esprit du jeu qui confine à une véritable régression infantile. Comme l'enfant qui imite l'adulte, l'homme économique vise la grandeur à travers l'accumulation quantitative ; comme lui il a l'ivresse de la vitesse et veut battre des records en tous domaines ; il recherche la nouveauté et l'effet de sensation (inventeurs et millionnaires) ; enfin il désire la puissance « aveu involontaire et inconscient de faiblesse ». Ce qui caractérise l'homme moderne est de n'avoir plus de limite dans ses activités économiques qui deviennent incessantes.

Si toutes les qualités du premier capitaliste sont encore exigées, elles prennent une allure plus radicale ou abstraite : la rationalisation devient absolue et le succès de l'affaire supporte avec impatience les restrictions de la morale (clients prix d'assaut, vente au rabais, réclame généralisée, Rockefeller et d'autres qui avouent « couler » délibérément leurs concurrents). Les vertus bourgeoises d'application, d'épargne, d'honnêteté, de tempérance, de loyauté, ... sont toujours de mise mais comme vidées de sens et maintenues à des fins utilitaires. Seul le principe de l'équilibre budgétaire (exigé jadis par Alberti) paraît sauvé dans l'énumération de W. Sombart (pas pour longtemps...).

II. – Les sources de l'esprit capitaliste

La question posée dans le second livre est celle de savoir comment à pu naître la mentalité capitaliste :

« à l'action de quels facteurs devons-nous la persistance, à travers tant de générations successives, de sujets économiques ayant une manière de sentir, de penser, de vouloir et d'agir que nous qualifions de capitaliste, de bourgeoise ? » (p. 229).

Pour certains c'est le capitalisme qui fait émerger l'esprit capitaliste. D'après Sombart c'est postuler un dogme qui n'est pas prouvé. Pour d'autres, il y a bien problème mais la tâche est impossible : comment exiger de l'historien une preuve de l'influence du puritanisme sur l'évolution de l'esprit capitaliste ? Cependant, Sombart soutient que l'on peut établir les conditions qui rendent possibles certaines manifestations psychiques car la principale source dont nous disposons est constituée par nos expériences internes. Il choisit de déterminer les ensembles de causes à partir de leurs effets, ce qui donne trois groupes de facteurs : les bases biologiques de l'histoire morale du capitalisme, l'assimilation de l'esprit capitaliste par l'influence des forces morales et enfin l'impact des conditions sociales.

a) Les bases biologiques

Pour Sombart, il est incontestable qu'il existe des dispositions héréditaires à l'esprit capitaliste. Il laisse la question de savoir si elles ont été acquises, il ne s'intéresse qu'à la possibilité de repérer le tempérament du « bourgeois-né » : « deux âmes coexistent dans la poitrine du parfait bourgeois : une âme d'entrepreneur et une âme de bourgeois proprement dit, ces deux âmes formant par leur réunion l'esprit capitaliste. » (p. 240).

Il va alors décrire le profil psychologique du tempérament entrepreneur et du tempérament bourgeois. Du premier il nous dit qu'il est doté d'énergie ou vitalité :

« d'une façon générale l'entrepreneur est un homme dont le côté intellectuel et la volonté présentent un degré de développement qui dépasse la normale, tandis que sa vie affective et sentimentale est plutôt rabougrie et d'une intensité manifestement inférieure à la normale. Et c'est cela, et cela seul, qui le rend capable d'accomplir de grandes choses. » (p. 242).

Il est l'opposé de l'artiste sentimental, affectif et hésitant.

Du tempérament bourgeois il rappelle l'esprit d'épargne, de rationalité, de mesure, pour les opposer aux passions de l'homme érotique qui opte pour la dépense, la prodigalité, le côté personnel et artistique. Sombart réfère ici à l'Oeconomicus de Xénophon (les amoureux sont incapables de diriger une économie domestique) et aux scolastiques qui divisaient les hommes en deux types selon le caractère de *luxuria* ou d'*avaritia*. Sombart ne craint pas d'écrire que l'aptitude au capitalisme « a ses racines dans la constitution sexuelle ».

Il aborde alors la question des prédispositions ethniques, celles des peuples, ce qu'il appelle « le sang » (il n'emploie jamais le mot race) : il y a les peuples qui ont des prédispositions au-dessous de la moyenne quant à l'esprit capitaliste et d'autres au-dessus : parmi les premiers l'ensemble Celte

que l'on retrouve en Irlande, en France et chez les Ibères ; pour les seconds les groupes humains se répartissent en deux types : ceux qu'il appelle *peuples de héros* dont les aptitudes les portent vers le capitalisme agressif et de conquête (Romains, certaines tribus germaniques, Francs, Normands...) ; ceux qu'il nomme peuple de marchands, qui n'ont pu cultiver les armes : Florentins, Ecossais, Juifs dont l'influence est majeure et décisive pour la formation et la diffusion de l'esprit capitaliste à partir du XVII^e. Le type du marchand va progressivement se substituer au type conquérant, l'élément bourgeois va l'emporter sur l'élément noble à l'image d'Alberti qui est descendant de nobles et de roturiers. Sombart termine en s'adressant au lecteur sceptique sur l'élément ethnique : ils pourront toujours s'accorder avec lui sur l'influence des deux autres facteurs.

b) Les forces morales

L'économiste historien entend par là l'influence de la philosophie et des doctrines religieuses. Pour la première cause, il relève que les Florentins étaient des hommes d'actions qui avaient lu les auteurs latins anciens, c'est le cas d'Alberti. Marc Aurèle, Sénèque, Xénophon, Columella, tous ces auteurs développent des thèmes qui valorisent la raison, la richesse, la vertu, le bon placement foncier ; bref, un art de vivre qui ressemble déjà au mode de vie bourgeois : « la grande richesse consiste dans l'art d'épargner » (Lucrèce).

L'influence du catholicisme serait infiniment plus profonde que celle des philosophes et écrivains. Sombart rappelle que la vision du monde catholique au Moyen Age limite l'expansion de l'économie, mais il va dégager du thomisme tout ce qui ira dans le sens de l'éducation des vertus bourgeoises : raison, droit naturel, épargne, tempérance, exercice de la volonté...

« L'idée du gain et la rationalité économique ne signifient, au fond, pas autre chose que l'application à la vie économique des règles que la religion proposait à la vie en général. » (p. 288).

Il admettra cependant que l'épanouissement du capitalisme avait pour condition « un renversement, une transmutation de toutes les valeurs ». C'est de ce renversement qu'est né homo oeconomicus, écrit explicitement Sombart, et c'est paradoxalement le rationalisme des clercs qui aurait fortement contribué à opérer ce renversement, à faire naître le capitalisme moderne.

En ce qui concerne le protestantisme, Sombart note qu'à ses débuts les protestants sont plus opposés au capitalisme que ne le sont les catholiques et il cite divers auteurs luthériens ou calvinistes. Toutefois, les protestants se trouvent dans un contexte où le capitalisme est déjà installé et, en tant

qu'hérétiques, sans autres moyens de puissance que d'acquérir des richesses. Quoi qu'il en soit, comme pour le thomisme, les préceptes moraux protestants alimentent les vertus favorables à l'esprit d'industrie et d'épargne caractéristiques de l'esprit capitaliste.

Pour les juifs l'influence est décisive pour au moins deux raisons : leur religion est une religion de la loi qui s'étend à l'ensemble des rapports humains et à la nature : tout acte est religieusement signifiant et l'examen vient exercer le rationalisme. Puis il y a l'interprétation de la Thora sur le prêt à intérêt et plus généralement sur la conduite économique à l'égard des goïms, les non-juifs. Avec les étrangers la liberté économique est plus grande, voire entière, autorisant ainsi les prêts d'argent, le prix au rabais, la concurrence. Les juifs ont ainsi dix siècles d'avance dans les dispositions au capitalisme et toute législation qui leur ouvrait un champ d'action hâtait le développement et la diffusion de l'esprit capitaliste. Sombart confirme ici les thèses qu'il a développées dans *Les Juifs et la vie économique*.

Pour finir sur l'influence religieuse, Sombart rappelle que Weber avait déjà protesté avec force quand on l'avait accusé d'avoir voulu déduire de motifs religieux le capitalisme tout entier. L'accumulation des richesses joue pour lui autant que les forces morales, mais plutôt rétroactivement, dans un second temps. Il dira plus loin, dans sa conclusion, qu'il renonce à unifier son explication derrière un facteur universel (les structures économiques, le puritanisme) et cela semble le distinguer de M. Weber, mais on peut en douter...

c) Les conditions sociales

Par ce titre Sombart désigne l'ensemble des conditions sociales, démographique, sociologique et indirectement géographiques qui tendent à favoriser la prédisposition psychique à l'esprit capitaliste. Il met en première place l'Etat qu'il qualifie de premier entrepreneur et même de « prototype de l'entreprise » par son action d'organisateur et de leader. Il traite ensuite de l'importance des migrations qui voient partir les esprits aventuriers d'autant plus stimulés qu'ils ne peuvent acquérir de puissance que par la voie économique. C'est particulièrement le cas de ceux qui sont chassés de leurs terres pour cause d'hérésie et il souscrit aux thèses de W. Petty (*Arithmétique politique*, 1699) qui relève que partout les hérétiques excellent dans les affaires, qu'ils soient protestants en terre catholique ou l'inverse et autres schismatiques. « L'hérésie développe le négoce », auraient eu coutume de dire les Espagnols. Outre ces aspects liés à l'Etat et à sa politique - l'institution d'une armée crée doublement des vertus nécessaires à l'entreprise et libère une classe non militaire pour l'économie - Sombart attache une grande importance, au point d'en faire une condition nécessaire, à la découverte

des mines d'or et d'argent qui vont fouetter la spéculation. La technique de son côté va jouer un rôle de catalyseur de projet et d'accroissement systématique de la rationalisation, de la « méthodisation ». Juifs et capitalistes américains fournissent ici des illustrations « parfaites » pour les types bourgeois calculateurs, rationnels, ou pragmatiques et aventuriers. Il invoque également l'importance du « ressentiment », au sens nietzschéen, à savoir cette morale qui se fait sacro-sainte, s'impose par esprit de jalousie envers la noblesse et fait de nécessité vertu...

Dans un dernier chapitre Sombart repose une des questions initiales : faut-il voir dans le capitalisme la cause de l'esprit capitaliste plutôt que l'inverse ? L'explication socialiste par les structures économiques, il la qualifie de « juvénile ». Sombart dit cependant ne pas se sentir capable d'opposer une autre cause universelle à cette cause universelle économique. Sa conception psycho-historique de l'émergence de l'esprit capitaliste est contenue dans cette phrase : « à la phase du capitalisme naissant c'est l'entrepreneur qui fait le capitalisme, tandis que dans la phase avancée, c'est le capitalisme qui fait l'entrepreneur. » (p. 235).

Remarques terminales

Lecture plaisante, parfois passionnante, par ses anecdotes et citations, la liberté d'écriture de W. Sombart révèle l'homme de notoriété. Ainsi, « hypothèse ingénieuse », la thèse de Weber fait l'objet d'une allusion sur l'inutilité d'approfondir la doctrine religieuse pour expliquer ses effets massifs : « Le labourage profond n'est pas toujours le moyen le plus rationnel d'assurer la fécondité du sol... » (...). « Un traitement « plat » et « superficiel » du sujet suppose une grande maîtrise de soi-même. » (p. 286). Voilà pour ceux qui le croiraient caricatural !

Néanmoins, il faut bien avouer que sa psychologie est parfois incertaine, alors que sa démarche exigerait qu'elle soit irréprochable. Ainsi, quand il parle de l'indolence des hommes du Moyen Age (imprécision du droit et des livres de compte) et simultanément de l'amour du produit bien fait : comment la « paresse spirituelle » peut-elle aller avec la répugnance qu'ont les précapitalistes pour la « camelote » ? De même, quand il parle « d'abîme infranchissable » entre le type d'homme érotique et le type sensuel plutôt bourgeois. De même l'assimilation du spirituel et du psychique ne mérite-t-elle pas quelques lignes ? On dira qu'il s'agit de psychologie économique et historique, mais peut-on s'aventurer dans le continent de l'âme, ses méandres et ses sommets, avec une psychologie du sens commun ?

C'est un peu aussi une acception commune qui paraît sous-tendre son concept de bourgeois qui est à la fois le conquérant et l'homme prudent, ou

rn 4. Ch. P. Tiberghien, *Sens chrétien et vie sociale*, éditions ouvrières, 1954, p. 138.

bourgeois proprement dit. Aussi, on a pu dire que la bonne traduction du titre du livre serait plutôt « l'homme d'affaire »⁴. Ce flottement entre la figure bien réelle et pourtant insaisissable du « bourgeois » ne semble pourtant pas invalider l'idée centrale selon laquelle il y a fusion ou emboîtement entre deux types psychologiques dans un même type d'homme à la faveur des conditions religieuses et socio-économiques. Ce qui nous semble le plus sûr dans sa psychologie c'est la place accordée à l'inertie humaine et au désir, à l'hubris même, dans l'impulsion et le maintien de l'activité économique capitaliste.

Ses réflexions sur le jeu de bourse et le rôle de la spéculation sont particulièrement intéressantes car révélatrices d'une conception du capitalisme marquée par l'industrialisme derrière lequel l'accumulation financière internationale paraît éclipse (il soutiendra ailleurs que l'économie ne se mondialise pas mais se referme sur ses frontières nationales). C'est pour-quoi, à notre sens, il insiste sur le fait que le jeu de bourse « contrairement à ce qu'on croyait » n'est qu'un facteur indirect de l'esprit capitaliste : « il n'a rien à voir avec l'activité capitaliste proprement dite » (p. 61), il n'est même pas une émanation de l'esprit capitaliste. Dans le prolongement de cette idée il répète qu'il faut dissocier l'esprit d'entreprise et la qualité des bailleurs de fonds, « de même que nous faisons totalement abstraction des origines sociales des actionnaires quand nous voulons nous faire une idée de l'entreprise moderne. » (p. 86). Et c'est bien sûr pour la même raison qu'il fait l'éloge du thomisme qui admet l'investissement quand il constitue une participation à la production et une prise de risque. Pour Sombart le capitalisme c'est surtout et d'abord l'industrie.

De même, après avoir soutenu que l'avantage donné par le catholicisme au capitalisme réside dans le fait d'avoir proscrit l'usure, et d'avoir encouragé par là l'esprit d'entreprise, Sombart revient ultérieurement pour y voir, avec le rôle des juifs une des clés de l'économie moderne. Avec le prêt à intérêt l'activité économique n'est plus liée à une production concrète, elle est indifférente à la qualité du produit ; cette activité est concentrée sur le calcul et peut contraindre au travail sans violence. Plus que tout autre facteur, il signifie la fin de l'économie de subsistance. Même ambivalence avec la corporation qui, même si elle fut « l'ennemi mortel du capitalisme » contribua à la naissance de l'esprit capitaliste en cultivant les vertus bourgeoises.

Dernière remarque, ne doit-on pas voir un contresens dans cette idée que « l'homme était la mesure de toute chose » et qu'il ne le serait plus à l'époque de l'homme économique moderne ? Cela est vrai si l'on considère le degré d'abstraction de l'économie moderne, mais c'est faux quand on songe à la montée de l'individualisme et à l'impératif catégorique des « droits de l'homme ». Plus que jamais, au contraire, le mot du sophiste (l'homme

mesure de toute chose) est l'actualité de l'homme économique moderne. Il n'en demeure pas moins que Sombart a vu qu'il y a transposition des valeurs religieuses au plan mondain : le « accumulez des trésors au ciel » est devenu « accumulez des trésors » tout court :

« Ce n'est pas le puritanisme qui a entraîné l'entrepreneur dans le tourbillon de la vie des affaires : c'est au capitalisme que nous devons ce fait, et il n'a pu l'obtenir qu'après qu'eut été détruite la dernière barrière qui protégeait l'entrepreneur contre la chute dans l'abîme : le sentiment religieux » (p. 426).

Philippe Lauria

Pédale magique

Criton des Alpes

gagne de plus en plus en altitude philosophique et hante les hauts plateaux d'Europe centrale. il n'en perd pas pour autant sa vision en surplomb des vanités parisiennes. Acceptons ici d'être initiés à la vélocipédie, comme l'un des sommets invincibles de l'art politique.

Sur la prairie à l'herbe rare, les jeunes persanes avaient déployé le tapis et arrangé quelques coussins à l'ombre d'un grand arbre.

Toujours plus jeune et plus vieux que lui-même, Criton s'était allongé à demi, heureux de goûter le spectacle, familial et toujours délicieux, de la préparation du repas. Les usages lui interdisaient de prendre part aux menues tâches qu'accomplissaient ses compagnes. Rieuses, elles découpaient les tomates et disposaient les morceaux de poulet sur des tiges de fer.

Plus loin, Hakim, l'ami très sûr, le conducteur émérite, l'admirable danseur, le discret complice de maintes aventures, beau comme un prince d'Iran, allumait entre quelques pierres le feu qui rôtitait le *chachlyk*. Déjà, il avait préparé le thé dans l'antique bouilloire couleur de cuivre et Criton reçut des mains de la Fille aux Yeux clairs la *pialatchka*¹ emplie du breuvage noir.

Lorsque la viande fut grillée et la pastèque ouverte, tous s'installèrent sur le tapis pour manger et boire tout en devisant. Les douces créatures de Dieu parlaient entre elles une langue persique que Criton ne comprenait pas. Mais les voix étaient belles et le vieux sage aimait la musique des mots. Il contemplait les visages, suivait le mouvement des bras nus, souriait de les entendre rire, laissant parfois ses yeux errer sur la crête de la montagne proche ou suivre les eaux vives de la rivière sinueuse près de laquelle paisait un centaine de chèvres.

Le soleil commençait à décliner lorsque le berger, qui avait passé l'après-midi sous un chêne, siffla ses chiens et salua la critonienne compagnie en dâri². L'homme aux traits burinés par tous les soleils d'Asie centrale portait une barbe abondante, sa chevelure grise était surmontée d'une coiffe blanche qui ne disait ni sa nationalité ni sa religion. Il était sans âge, marchait à grandes enjambées son bâton à la main et semblait porter sur ses épaules les mondes qui s'étaient succédés sur ces hautes terres. Ses yeux plissés avaient vu déferler la soldatesque chinoise, admiré l'armée d'Alexandre le Grand, assisté à la création et à l'effondrement de maints empires, royaumes et principautés entre l'Oxus et l'Iaksartès³ - royaume grec de Bactriane, empire

1. Diminutif de *piāla* : tasse à thé traditionnelle de l'Asie centrale.

2. Persan de cour, parlé en Afghanistan

3. Oxus : aujourd'hui l'Amou-Daria ; le fleuve Iaksartès se nomme désormais Syr-Daria.

de Timour Lan, Khanat de Djaghataï, Khanat de Boukhara, étendards des régiments du Tsar, drapeau rouge des soviets...

Criton des Alpes songeait aux couronnes fracassées, aux flots de sang, aux soudaines renaissances, au grand Avicenne, à Oumar Khayyan, poète de l'amour et du vin, lorsqu'il aperçut, au milieu du troupeau de chèvres banales, un étrange animal.

Haute sur pattes, la créature ressemblait à une chèvre géante par la tête et le poil blanc parsemé de taches noires - mais ses oreilles étaient celles d'un âne et ce qui pendait sous la queue courte donna matière à débat entre les jeunes femmes. L'une fort savante, cita le *due habet et bene pendentes* qui attestait la masculinité des papes de Rome. Une autre contesta l'hypothèse et jura que c'étaient des pis de chèvre. Risquant une saillie empiriste, Hakim proposa qu'on aille tâter les choses pendantes et voir s'il y avait de surcroît quelque membre. Toutes évoquèrent des croisements étranges et des accouplements monstrueux mais aussi les couples de l'art seldjoukide - chien-éléphant, rat-taureau, tigre-lièvre...

Plutôt que de plaisanter avec ses compagnes, Criton fut saisi de tristesse en voyant la solitude de l'animal dominant le troupeau mais ignoré de celui-ci, sans doute moqué pendant les haltes par des cabrettes salaces, peut-être violenté certaines nuits, souffrant de sa différence et ne sachant comment vivre une sexualité sans doute compliquée mais pas nécessairement perverse. « Quand les pis ressemblent à des couilles d'éléphant, on peut dire qu'il y a perte des repères », songeait-il gravement.

S'élevant des bizarreries du genre animal à l'humaine condition, l'alpes-tre penseur s'en vint à évoquer l'avenante figure de Châh-Bertrana Delanoïde, seigneur et maître en son palais de Pârisiabz, capitale du fier royaume tombé entre les mains du clan des Zarkosi. Magnanime, le jeune Khan avait laissé à Châh-Bertrana sa possession parisienne, comptant bien contrôler tranquillement le palais naguère habité par son maître Chirak - qu'il avait appelé Chirak Bey⁴ avant de l'affubler de divers noms d'oiseaux et de démons kirghizes.

Châh-Bertrana était populaire chez les bourgeois de Pârisiabz. Ils le louaient d'avoir proclamé sa différence à la face du monde et de vivre à sa convenance, selon une modernité dont il contribuait à fixer les normes. Proche de la soixantaine, vêtu de couleurs tendres, la cravate nouée avec un rien de négligé dans le nœud qui attestait qu'il portait à gauche, l'homme était tout à fait comme il sied dans une cité où une partie de la population vieillissante s'imaginait qu'elle avait « fait 68 » parce qu'elle avait vu passer deux ou trois défilés, senti l'odeur des lacrymogènes et paressé tout un beau mois de printemps.

⁴4. Bey : « Riche de toutes les qualités ».

Pourtant, tout n'était pas lisse dans la vie du Châh-Bertrana. Longtemps troisième couteau dans le clan des Jospinii, il était considéré comme un petit bretteur que les princes Socialôos jetaient dans les batailles perdues d'avance.

Oui-da, une vaillante petite chèvre destinée à être dévorée toute crue par le massif Séguinii, héritier du clan qui régnait sur Pârisiabz depuis des centaines de lunes et des milliers d'aurores. Mais la division du clan dominant entre Séguinistii et Tiberistii avait permis la victoire du courageux Bertrana. Le petit Châh devint en l'espace d'une nuit grand seigneur, prince d'une nouvelle Bohême, protecteur des arts et des lettres homosexuels, promoteur du mariage entre individus de même sexe, maître du semblant (chaque été, on faisait semblant de se baigner dans le fleuve aux eaux sales en baguenaudant sur une fausse plage) et promoteur des sports : il tenta d'organiser les jeux olympiques dans sa capitale puis, pour compenser l'échec, des jeux gays – mais les joyeuses compagnes et les gentils compagnons préférèrent une autre capitale bien que le jeune Shâh n'ait jamais manqué une « gaypride ».

Criton songea que, s'il avait écrit sur ce registre au lieu de laisser défiler des images et quelques souvenirs dans son esprit, il aurait risqué d'être conduit devant un juge pour plaisanteries homophobes. Mais il était à des milliers de kilomètres de Pârisiabz et ne médissait jamais des gays, lesbiennes, bi et trans – même au tréfonds de son for intérieur. D'ailleurs, il ne se souciait guère d'établir un bilan en bonne et due forme du règne bertranien et de régler des comptes avec les bertraneucides des sous-clans roses, rouges et verts. Ce qui le fascinait, c'était la merveilleuse faculté d'adaptation de Châh-Bertrana.

A bien y réfléchir, le prince rose pâlichon (quant à ses opinions politiques) était tout le contraire de l'âne-chèvre que Criton avait sous les yeux. Alors que la malheureuse bête cheminait seule parmi ses dissemblables, minée par l'angoisse, guettée par la dépression, Châh-Bertrana avait proclamé sa différence tout en incarnant la conformité. Jamais, dans sa vie publique et dans sa vie privée, il n'avait été dans le camp des rebelles, des marginaux, des dissidents, des réprouvés. Il n'était pas de ceux qu'on frappe ou qu'on emprisonne parce qu'ils se sont livrés sans retenue à des passions charnelles – d'homme à femmes ; d'homme à homme qu'importe. Ni de ceux qui fréquentent les bouges, par amitié pour les prostituées, les marins et les poètes – où qui abandonnent tout pour aller chérir l'être aimé à l'autre bout du monde. Il avait mené une sage carrière de parlementaire tout en ayant l'art et la manière de mettre sa barque dans les courants porteurs. Il avait bénéficié de la protection du chef de la Horde rose – Franciscus Mitterrandus –

puis avait pris au bon moment les couleurs des Jospinii qui avaient trahi leur seigneur juste avant et longtemps après sa mort. Il avait révélé sa différence sexuelle quand le beau monde célébrait la « branchitude » de ce nouvel usage social ou affectait, par snobisme ou par prudence, de se proclamer « gay friendly ».

En vérité, Shâh Bertrana était le résumé fidèle des pensées, des préjugés, des manières d'être des embourgeoisés de sa génération – celle des enfants gâtés de l'après-guerre, des contestataires qui s'étaient enfoncés dans le confort des choses en compagnie des intellectuels de la « génération morale » rénovée selon les critères du marché globalisé mais toujours inflexible sur les droits de l'homme dès lors qu'ils pouvaient être défendus par voie de pétition ou dans les salles de cinéma d'art et d'essai. Mais il ne protestait pas quand ses sbires tentaient d'intimider de pauvres petits journalistes moqueurs et quand sa police chassait les pauvres hères qui campaient sur les rives du fleuve. Et c'est sans états d'âme qu'il avait soutenu la guerre « morale » que les Jospinii avaient mené dans les Balkans... Shâh Bertrana avait été, était et serait toujours dans la majorité bien-pensante, dans la fraction la plus nombreuse d'un parti à vocation majoritaire, oligarque parmi les oligarques, parlant avec les dominants la langue de l'idéologie dominante.

Le toujours jeune maire du Palais se préparait à faire campagne contre les zarkosiens, réfléchissait aux promesses qu'il ferait pour rassembler une nouvelle fois les verts, les roses et les rouges, conforter la bohème bourgeoise et duper les prolétaires.

Par un déçu de la bertranitude, qu'il avait rencontré dans une auberge de Moynaq, au Karakalpakstan⁵, Criton avait connu dans les moindres détails le plan de communication mûri par les scribes du toujours jeune Shâh. Dans la fièvre, ceux-ci avaient cherché dans les archives⁶ les propositions électorales susceptibles d'être présentées comme les idées géniales d'un candidat qui aurait à se déclarer moderne et post-moderne tout à la fois.

Pour la précédente campagne, les scribes communicants avaient déjà repris au Capitaine Cap le projet de reconstruire les villes à la campagne, à Aguiqui Mouna le concept de « vélorution » et, bien entendu, le célèbre vœu de Ferdinand Lop : qu'était-ce donc que Pârisiabz Plage sinon la *prolongation du boulevard Saint-Michel jusqu'à la mer* ? Pour l'échéance électorale à venir, les scribes avaient l'intention de reprendre quelques-uns des mots d'ordre du Parti du Plaisir : garantir le plaisir pour tous, créer un « Samu sentimental pour venir en aide aux personnes solitaires en mal d'amour », promouvoir le naturisme – avec inauguration de la première plage de nudité intégrale par le Conseil municipal en tenue adéquate.

□ 5. Partie intégrante de l'Ouzbékistan, la République des Karakalpaks borde la mer d'Aral.

□ 6. Cf. Bruno Fuligni, *Votez fou ! Candidats bizarres, utopistes, chimériques, mystiques, marginaux, farceurs et farfelus*, Editions Horay, 2007.

Ils comptaient aussi présenter à Shâh-Bertrana la vieille revendication du candidat Fénelon Hugo : « Dans l'intérêt de la tranquillité publique, extinction du paupérisme après huit heures du soir » et celle de Julien Dupaquit : « Construction de vespasiennes à roulettes et de chalets de nécessité à glissières » – fort utiles lors des défilés festifs et des manifestations ouvrières.

Parmi les conseillers de l'ombre, la fraction la plus sociétale affirma que deux propositions du candidat Chonoc méritaient d'être reprises :

- le « droit à la barbe pour les femmes », qui montrerait que le maire se faisait une idée particulièrement exigeante de la parité ;
- « la mise en commun des instruments de reproduction » pour en finir avec la guerre des sexes.

Les plus égalitaristes proposaient enfin, selon la suggestion de l'inépuisable Capitaine Cap, « l'aplanissement de la Butte Montmartre » ou, si cela coûtait trop cher, « la surélévation de Paris à la hauteur de Montmartre ». A l'heure où l'aube se levait sur Moynaq, on discutait sur le point de savoir s'il était rentable, fiscalement parlant, de proclamer « la place Pigalle port de mer ». Mais tous étaient d'accord sur un point : la location de vélocipèdes était un immense succès et le peuple ravi de l'initiative transformerait l'élection du maire en plébiscite de Shâh Bertrana. Ô pédale, pédale magique qui allait, d'un coup d'un seul, décider de la victoire !

Le troupeau de chèvres remontait le cours de la rivière, vers de plus hautes prairies. On ne distinguait plus qu'une masse brune qui soulevait un léger nuage de poussière. L'âne-chèvre n'était plus visible mais Criton savait déjà que le pathétique animal trotterait plus longtemps dans sa mémoire que la glorieuse et sémillante silhouette de Shâh Bertrana. Tandis que celui-ci s'épuiserait dans les combines d'appareil pour réaliser son plan de carrière, Criton continuerait de lire son avenir dans le regard insondable de la Fille aux Yeux clairs.

Criton des Alpes

